

## **Annexe 7**

-

### **Retranscription brute des discours de Marine Le Pen**

## **Table des matières**

|                                                                                                                               |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1. Discours de Marine Le Pen à Arras le 30 juin 2015 :<br/>retranscription manuelle .....</b>                              | <b>3</b>  |
| <b>2. Discours de Marine Le Pen à Brachay le 29 août 2015 :<br/>retranscription manuelle .....</b>                            | <b>15</b> |
| <b>3. Discours de Marine Le Pen à Ajaccio (Corse) le 28 novembre<br/>2015 : retranscription manuelle.....</b>                 | <b>36</b> |
| <b>4. Discours de Marine Le Pen à Lille le 30 novembre 2015 :<br/>retranscription manuelle .....</b>                          | <b>59</b> |
| <b>5. Discours de Marine Le Pen à Paris le 10 décembre 2015 :<br/>retranscription du site officiel du Front National.....</b> | <b>77</b> |

## 1. Discours de Marine Le Pen à Arras le 30 juin 2015 : retranscription manuelle

*[Le public crie « Marine » et applaudissements]*

Merci à tous. Merci de votre accueil.

Mes chers amis, voici des mois que les médias se passionnent au sujet de mon éventuelle candidature en région Nord-Pas-De-Calais Picardie. Les élections n'auront lieu qu'en décembre mais toute la sphère politico-médiatique s'agite au sujet de mes intentions depuis de nombreuses semaines maintenant. Que chacun le sache, lorsqu'il s'agit de l'intérêt des Français, lorsqu'il s'agit de l'intérêt des habitants de cette région que je chéris et où j'ai des attaches anciennes, je ne prends pas mes décisions à la légère ni ne me laisse imposer un quelconque calendrier, par qui que ce soit. Alors oui, j'ai pris le temps de réfléchir. Je vous devais ce sérieux. J'ai évidemment pris en considération l'attente énorme que ma candidature suscite ici et j'ai entendu vos messages qui me sont allés droit au cœur, qui m'ont émue même. J'ai pensé à mon engagement, au conseil régional Nord-Pas-De-Calais pendant plus de dix ans, à Hénin-Beaumont que nous avons conquis et qui renaît aujourd'hui. J'ai pensé à tous mes amis ici, dans le Pas-De-Calais, dans le Nord et dans chacun des départements de la Picardie. J'ai pensé à tout ce que nous pourrions faire ensemble pour aider la région et ses habitants autant que possible à redevenir une grande région prospère, attractive et fière d'elle-même. J'ai pensé aux dégâts terribles de la gestion socialiste. J'ai pensé à l'hypocrisie de l'UMP, véritable complice systématique du PS. J'ai pensé aux ravages provoqués par la politique nationale dans ses régions qui sont au cœur de ce que j'appelle « la France des oubliés ». J'ai pensé à tout cela. Et j'ai pensé aussi à mes obligations nationales, à ma candidature à l'élection présidentielle de 2017 car, vous le savez, je serai votre candidate en 2017, la candidate des patriotes, et je devrai être la candidate de tous les Français.

C'est un investissement immense qui nous attend pour convaincre les Français et je me suis posée la question de savoir s'il serait compatible avec la présidence d'un conseil régional, tâche qui, vous l'imaginez aisément, me mobilise beaucoup. J'ai considéré que j'étais suffisamment bien entourée par des gens aussi nombreux que qualifiés, dévoués, ayant comme moi la région Nord-Pas-De-Calais Picardie dans le cœur, des gens d'ici, amoureux de leur territoire et qui seront les plus motivés pour relever nos régions et défendre les intérêts de leurs habitants. J'ai considéré que la région ne pouvait attendre plus longtemps une bonne gestion, qu'il était injuste de la sacrifier pour des considérations d'agenda, qu'on ne pouvait pas priver ses habitants des chances de voir la région se redresser et retrouver la voie de l'espérance. L'arrivée du Front National et du rassemblement Bleu Marine à la tête du conseil régional n'est plus une simple possibilité : elle est aujourd'hui devenue une urgente nécessité. Il y a tant à faire que nous ne pouvons nous permettre d'attendre. Il y a tant à faire que nous devons gagner cette région.

Je sais que je suis la mieux placée pour remporter la région, je sais, je vous l'ai dit, que beaucoup m'attendent, bien sûr les raisonnables m'ont alerté sur les risques ou les conséquences d'un éventuel échec sur la dynamique d'une présidentielle, mais la région mérite que l'on prenne ce risque et, plus encore, ses habitants le méritent. Alors, j'ai fait le choix du courage et de la passion. J'ai fait le choix de me présenter à la tête de la liste Front National Rassemblement Bleu Marine pour vous.

*[Applaudissements et cris « on va gagner » du public]*

Mais c'est ici que je devais dire mon choix, dans cette belle ville d'Arras, capitale de l'Artois, trait d'union entre le Nord-Pas-De-Calais et la Picardie. Alors oui, mes chers amis, je vous annonce à vous, militants dévoués, habitants amoureux de votre région, que je conduirai cette bataille aux élections régionales. Ce sera une campagne collective. J'ai besoin de l'investissement de chacun d'entre vous et une fois aux affaires les meilleurs d'entre nous, les plus qualifiés, prendront les rennes de l'exécutif

du conseil régional que je présiderai. Je serai heureuse de pouvoir offrir aux habitants de la région le dynamisme et le sérieux de la gestion Bleu Marine. Vous l'avez vu dans les communes que nous administrons et au premier chef, ici, dans le département, à Hénin-Beaumont les habitants plébiscitent leur maire patriote, reconnaissent la qualité de leur travail et, plus que dans les autres communes de France, retrouvent espoir en la politique. Dans les limites de la loi fixe, dans le sens des compétences de la région que nous connaissons bien pour siéger depuis des années dans des conseils régionaux, nous ferons tout notre possible pour améliorer le quotidien de nos compatriotes. Et surtout pour que chaque arbitrage s'effectue au bénéfice des habitants de la région avec leur intérêt comme seule boussole et le respect de l'argent public comme ligne de conduite.

J'ai siégé au conseil régional du Nord-Pas-De-Calais pendant onze ans, onze années de travail. Je connais parfaitement les arcades de ce lieu de pouvoir : avec mes amis, nous avons bataillé pour vous dans des conditions souvent difficiles. Notre présence dans l'enceinte du conseil régional nous a permis déjà d'alerter la population sur les désastres que cause la majorité régionale mais aussi d'effectuer nombre de propositions pour vous, hélas toutes rejetées par l'UMPS. Je sais mieux que quiconque le déshonneur et la faillite auxquels conduit la gestion calamiteuse du PS. Je sais qu'il n'ait point d'avenir pour cette nouvelle grande région dans la continuité, dans la poursuite des politiques clientélistes et ruineuses de cette gouvernance UMP. Il en va dans cette région Nord-Pas-De-Calais Picardie comme dans le reste de la France : il n'est plus possible d'attendre. Il n'est plus possible de poursuivre avec une classe politique qui a perdu toute foi en l'action publique, qui pense que plus rien n'est possible, qui n'ose plus prendre la moindre initiative. Une classe politique qui n'a aucun courage, qui n'ose pas ouvrir les yeux et prendre les décisions qui s'imposent, qui s'enferme dans ses dogmes, dans ses certitudes d'un autre temps et qui entonne sans cesse, l'air corrompu, du « il n'y a pas d'alternatives ».

Je dis aux habitants de la région Nord-Pas-De-Calais Picardie, comme je le dis aux Français dans son ensemble, qu'il est temps de se relever, de se

défendre, de se rebeller. Qu'il est temps de crier haut et fort que ça ne peut plus durer. Les Français ont le droit, ils ont même le devoir aussi désormais, de s'indigner ouvertement de la politique qui est menée. Il est venu le temps du rassemblement, de la fierté collective retrouvée. 5,7 millions de chômeurs, 2000 milliards d'euros de dette, plusieurs centaines d'immigrants légaux et clandestins chaque année qui arrivent sur le territoire : tout cela ne peut plus durer. Des salaires trop faibles, des retraites de misère, de l'insécurité maximale, du communautarisme triomphant et maintenant, même depuis quelques mois, un terrorisme islamiste qui ne cesse de frapper. Il n'est plus possible, mes chers amis, de continuer dans cette voie en considérant que rien d'autre n'est possible. L'UMP PS, l'un avec l'autre, l'un comme l'autre dans une troublante unité, s'adonnent à ce travail épouvantable non seulement de destruction de la France mais aussi de destruction de la fierté française.

Répétant à l'envie que la France ne peut rien, que la France est trop petite pour agir, que la France n'est plus qu'un confetti sur une planète ouverte à tous les vents mauvais de la mondialisation, qu'il n'y ait aucun salut en dehors de cette Union européenne, que rien n'est plus possible : qui serait Français ? Alors que tous les pays du Monde, dont nombre de bien moins influents et plus petits que la France, se redressent, se protègent, pensent à leurs intérêts bien compris, avancent et progressent, connaissent la croissance et innovent, alors que tous ces pays agissent, il n'y aurait que la France, celle qui a une puissance mondiale qui ne pourrait rien faire ? Il n'y aurait que la France qui serait devenue le déversoir, sans qu'on y puisse rien, de toute la pauvreté et de toutes les violences du Monde ? Il n'y aurait que la France qu'on ne pourrait pas protéger par des frontières ? Il n'y aurait que la France dont l'économie serait condamnée à se livrer aux puissances étrangères et à la domination de multinationales, de banques qui n'ont que faire de l'intérêt de notre peuple ? Il n'y aurait que la France qu'on n'aurait pas le droit d'aimer, qu'on contraindrait chaque jour à se rabaisser, qu'on obligerait à chaque occasion à battre sa coulpe, à dénigrer son passé, à culpabiliser ? Il n'y aurait qu'en France que les Français passeraient derrière, toujours derrière ?

Et bien moi, vous me connaissez. Je suis volontaire. Je suis combative et déterminée. Je suis prête à faire tout ce qui doit être fait, sans trembler, mais il y a une condition : que le peuple relève la tête et porte les patriotes au pouvoir !

*[Applaudissements du public]*

Il est effarant de voir que face au terrible danger du terrorisme islamiste, qui vient encore et d'une manière particulièrement épouvantable et barbare, de frapper notre pays, rien n'est fait. Il est effarant de voir que le gouvernement encore (Servas, Taubira, Hollande) essaie de nous dire qu'il gère les choses, que leur politique produit des bons résultats. Mais quels résultats ? Un homme connu de la DGSI ayant le droit de pénétrer dans une usine classée CBZO et qui décapite un chef d'entreprise ... Quelle politique ? Un site internet gouvernemental pour tenter de dissuader ces milliers de fous furieux que nous laissons impunis, dont beaucoup de non surveillés agissent sur le territoire ? Une politique migratoire ultra-laxiste qui laisse aller et venir entre la Syrie et la France des étrangers, des binationaux, alors qu'il faudrait les renvoyer illico presto dans leur pays d'origine. Et quand je pense que, si ce n'était pas Hollande et Vals, mais que nous avions encore Sarkozy et *[inaudible]* nous aurions exactement la même politique, la même incapacité, le même manque de courage à agir. Ce gouvernement, comme le précédent, est inerte, tétanisé, incapable de vous protéger. L'UMP ose donner des leçons alors que c'est ce parti, c'est l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy qui a ouvert le torrent migratoire depuis la Libye, en déstabilisant le pays et en détruisant son état ; politique criminelle dont nous payons aujourd'hui les conséquences terribles.

C'est encore lui qui a livré à l'UOIF, organisation des frères musulmans, organisation inscrite sur la liste des organisations terroristes dans nombre de pays, la conduite du Conseil français du culte musulman, organe soi-disant représentatif de l'Islam en France. Je ne me trompe pas d'enjeu. Je sais faire la part des choses. Je parle de la politique nationale parce qu'il en va de la survie de la France désormais. Il n'est plus possible de subir les leçons de

morale de ces incapables. Quand j'entends Monsieur Vals appeler à l'unité derrière le gouvernement, comme s'il était interdit de critiquer une action misérable, plutôt même une inaction totale contre le terrorisme, les bras m'en tombent. Ça suffit. Qu'il ne nous refasse pas le coup de l'esprit du 11 janvier. C'est le terrorisme islamiste qui frappe cruellement la France et les Français, et ce serait aux Français de se sentir coupables ? Quelle honte. Nous ne pouvons plus, nous ne devons plus accepter cela. Le plus grand danger qui guette la France c'est l'abdication des Français. Alors il faut se faire entendre. Partout. Sur tous les sujets. En région et en nation. Et nous commencerons ici, en Nord-Pas-De-Calais Picardie, en luttant contre les mensonges, contre les mensonges de cette caste capable de tout pour rester au pouvoir, qui veut tout faire pour que, surtout, rien ne change.

Vous savez que j'ai à coeur depuis la dernière campagne présidentielle de défendre en priorité les oubliés, les relégués de l'action politique. La réforme territoriale intéresse notre région car elle a fusionné la Picardie et le Nord-Pas-De-Calais. Cette réforme aura, si l'on ne fait rien, incontestablement des conséquences : il y aura des perdants, des sacrifiés, des grands oubliés. Dans cette campagne régionale, les grands sacrifiés de la réforme territoriale ont besoin d'un défenseur. Cette réforme est inique, elle qui a mis ses dernières semaines des milliers de maires de nos petites communes dans la rue à Paris, et en province, pour protester contre ses effets dévastateurs. C'est en effet l'ensemble du modèle français qui est remis en cause par cette réforme. Et en Picardie Nord-Pas-De-Calais nous sommes concernés de premier chef. Il faut en être conscient et il faudra agir efficacement pour imposer une justice entre les territoires. Ce modèle de grandes régions fusionnées, sans cohérence géographique ni territoriale, et sans identité, ressemble tellement à ses promoteurs : des objets politiques non identifiés, hors sol, déconnectés.

*[Rires du public]*

Ces grosses régions seront inévitablement le théâtre de gabegies sans précédent, proportionnelles à leur nouvelle taille et à leurs nouvelles

compétences, surtout si elles restent dirigées par les mêmes barons. Cette réforme territoriale est un cocktail détonnant dont je compte bien vous protéger, si vous me faites la confiance de m'élire présidente de région. La décentralisation anarchique a été un échec absolu depuis des décennies. Je rappelle d'ailleurs ces mots, presque terribles, de la Cour des Comptes qui a constaté, je la cite, que « la décentralisation engendrait structurellement un coût supplémentaire pour le contribuable ». C'est en effet toujours plus de dépenses inutiles, de doublons administratifs, de subventions clientélistes et donc, au final, d'impôts supplémentaires. Ils n'en n'ont pas tenu compte, persistant indéfiniment dans l'erreur. On sacrifie, enfin, la proximité si chère aux Français en concurrençant, fusionnant, créant des structures de plus en plus grosses et parallèlement de plus en plus éloignées d'eux.

C'est ainsi que la loi dite « NOTRe » entend faire passer le seuil de formation des intercommunalités de 5000 à 20 000 habitants, noyant évidemment les plus petites communes. C'est ainsi également que seize régions et d'abord la nôtre, comme vous le savez, sont fusionnées ce qui impliquera le déménagement des services administratifs des anciennes capitales régionales vers la nouvelle, la disparition de capitales, de préfectures, de services publics et des activités privées qui sont liées. Je sais que pour certains ces débats sur l'organisation du territoire paraissent un peu abstraits, et je les comprends. Mais ce qu'il faut bien avoir à l'esprit, c'est que derrière ces réformes il y a, très concrètement : toujours moins de services publics pour les Français, l'abandon de la ruralité (donc on cherche à étouffer le poids et la représentation politique dans les assemblées), l'affaiblissement des petites communes en périphérie et la relégation des classes populaires et moyennes, des retraités et des jeunes, dans les grandes périphéries urbaines de plus en plus isolées. Bref, les grands sacrifiés de la réforme territoriale deviennent les grands oubliés de la République.

Prenez le cas des régions fusionnées. Comme je vous l'ai dit, les services administratifs des anciennes capitales des régions vont partir vers les nouvelles. Chez nous, en Nord-Pas-De-Calais Picardie, il y a tout lieu de croire que les services d'Amiens seront déménagés à Lille. Dans d'autres

régions, je pense à notre voisine de l'Est la Champagne-Ardenne, pensez que les services vont partir de la Champagne pour Strasbourg. Tout cela est délirant. Sauf que ne sont pas seulement concernés les services de la région : il y aura aussi les services de l'Etat, qui réorganisera le maillage de ses préfectures en fonction de la nouvelle carte des régions. Ce sont ensuite les filiales des grandes entreprises de service public qui vont suivre le même mouvement. Puis les entreprises privées qui ne pourront plus profiter de l'attractivité de la nouvelle métropole régionale. Et quand au bout de quelques années on fera le bilan de tout cela, on regardera autour de soi, on réalisera alors, mais il sera trop tard, les dégâts sociaux et économiques considérables que cette réforme donne aux départements.

Tout ce qui ne peut pas être délocalisé vers la nouvelle capitale régionale s'appauvrira ou mourra : les petits commerces des communes qui auront perdu tel ou tel service, les écoles qui devront fermer parce qu'il manquera parfois quelques élèves, seulement, et qui auront fatalement déménagé, etc., etc. Il faut donc d'urgence enrayer ce processus de désertification de nos campagnes et d'isolement de nos villes moyennes. Tels des trous noirs qui aspirent tout autour, emplois et services, les hypermétropoles régionales vont bouleverser négativement notre organisation territoriale. Déjà oubliées, les campagnes le seront plus encore demain avec la gestion du PS et de l'UMP. Déjà invisibles, les petites communes le seront plus encore demain avec le PS ... Et l'UMP. Voilà pourquoi je suis la candidate des sacrifiés de la réforme territoriale, la candidate des grands oubliés. Mon objectif est clair : remettre ces territoires perdus de la République dans les écrans radars de notre région, contrecarrer les effets néfastes de la réforme territoriale. Vous savez, dans son projet économique le Front National propose un [*inaudible*] de soutien aux TPE/PME que nous développerons aussi au niveau régional. Ces TPE/PME qui sont l'avenir de notre économie si l'on veut retrouver une situation de plein emploi. Ces TPE/PME que les gouvernements UMP et puis PS ont écrasé d'un pot de charges, de normes insupportables, elles sont le coeur de notre énergie créatrice et de nos emplois futurs. Et bien, les petites et moyennes communes de notre pays sont comme les TPE/PME : elles sont vitales pour la France. Elles assurent à notre pays l'égalité entre

les territoires. Elles sont des réservoirs de services et d'emplois et, au final, des réservoirs de bien-être où il fait bon vivre en dehors des mastodontes urbains. Si l'on sacrifie ces petites et moyennes communes au profit des grosses métropoles régionales, c'est tout le pays qui sera perdant. L'égalité des territoires sera rompue, la pauvreté s'étendra et la cohésion nationale en sortira un peu plus affaiblie.

N'oubliez jamais qu'affaiblir la France est en fait l'objectif de cette réforme territoriale exigée par l'Union européenne. Il faut pour l'UMPS adapter la France au fédéralisme européen. Je vous rappelle son esprit : effacer l'Etat, effacer le département, effacer la commune et permettre aux grosses et grasses régions de traiter directement avec Bruxelles. Et bien, nous disons non à tout cela. Pour nous la France ce sont ses communes, ses départements et son Etat-nation.

C'est comme ça que nous obtiendrons une France équilibrée, juste, et forte de la richesse de tous ces territoires et à la tête de régions je me battrai pour qu'aucun habitant de Picardie Nord-Pas-De-Calais ne soit laissé de côté. Je me lance donc dans le combat des régionales ici, en Nord-Pas-De-Calais, car notre région est frappée de tous les maux du pays, mais plus durement encore que le reste du pays. Des années et des années d'incurie de la part de l'UMPS, des gestions calamiteuses ajoutées aux politiques nationales dévastatrices ont transformé notre région en une grande terre de pauvreté, de misère et de désinstructalisation.

Les statistiques accablantes de l'immigration INSEE, et très fraîches, donnent un aperçu de l'immensité des dégâts causés par cette politique. En dernière position de toutes les régions, futures régions françaises, s'agissant de la richesse par habitant. Et alors que l'écart ne fait que s'accroître avec les autres régions, 25 000 euros environ contre 50 000 euros en Ile-de-France, moitié donc, le Nord-Pas-De-Calais Picardie est la région qui a le plus haut niveau de chômage en France. Officiellement : 12,5% soit deux points de plus qu'en moyenne nationale. Et encore, il ne s'agit ici que du taux de chômage au sens strict, qui ne tient pas compte de tous ceux qui ont

des emplois précaires ou à temps partiel, ne leur permettant pas de subvenir à leurs besoins. Après la Corse, c'est aussi dans cette région que le taux de pauvreté est le plus élevé en France : près de 20%. Autre indice de l'état de délabrement, dont je sais qu'il touche nombre d'habitants, la densité de médecins est parmi la plus faible de France avec 292 médecins pour 100000 habitants alors même qu'on sait que la région est parmi les plus touchées par le cancer et autre maladie chronique grave.

Je ne voudrais pas parler que de l'économie parce que d'autres raisons nous poussent à penser que la région subit plus que d'autres les ravages de la politique UMPS. Je pense, bien entendu, à l'immigration, à la terrible inflation de l'immigration clandestine qui produit ici des conséquences insupportables. Nos compatriotes de Calais et des environs le savent bien. Attirés par l'Angleterre, des milliers et des milliers de clandestins s'entassent à Calais et dans ses environs, transformant cette ville en véritable cauchemar : agressions, vols, pillages. Les habitants impuissants, jamais défendus par les autorités, n'en peuvent plus de cette incurie qui voit cohabiter des milliers de clandestins, on a dit 18 000, et 77 000 habitants abandonnés de tous. Qu'attend-on pour renvoyer chez eux ces délinquants ? Pourquoi les laisse-t-on agresser nos routiers, cambrioler nos demeures et mener la vie impossible aux habitants et commerçants de Calais ? Avec une maire UMP et une région socialiste, les habitants de Calais sont servis, c'est le moins qu'on puisse dire. Ils mettent en oeuvre une véritable incitation à l'immigration clandestine qu'ils ont mise en oeuvre à coût de subventions, puisées évidemment dans d'autres poches. D'une certaine manière, le Nord-Pas-De-Calais Picardie est une sorte de concentré de toutes les difficultés qui minent notre pays. Tous les problèmes que nous dénonçons au niveau national et contre lesquels nous bâtissons des réponses fortes et efficaces sont ici exacerbés. Pauvreté, chômage, communautarisme, immigration, insécurité alors qu'elle possède pourtant tous les talents, toutes les énergies, l'envie. Mais tout ça découragé par des dirigeants qui n'y croient plus.

Et bien nous sommes là ,ici, pour dire que nous en avons assez de ce gâchis. Oh, je ne dis pas que nous pourrons tout changer en étant à la tête du

Conseil régional. Les compétences sont limitées et beaucoup dépendent de la politique nationale. Mais nous aurons les moyens d'améliorer tout de même par certaines actions, dans le respect des compétences de la région, le quotidien des habitants. C'est notre objectif ultime : mener concrètement une action au service des seuls intérêts du peuple et se détourner des politiques clientélistes, communautaristes et de leurs conséquences dramatiques. Comme nous le faisons dans les communes, où nous rattrapons autant que faire se peut les erreurs de l'UMPS, nous ferons des preuves dans les régions que nous remporterons. Nous montrerons par l'action menée qu'il n'y a pas de fatalité en politique, que l'on peut s'en sortir pourvu que l'on se donne les moyens et pourvu qu'on en ait le courage.

Alors, il nous reste à convaincre. Il nous reste à dénoncer les mensonges de nos adversaires usant de tous les stratagèmes pour conserver le pouvoir. Il faudra démonter une par une les illusions qu'ils vont encore essayer de vendre aux habitants. Nous présenterons également un projet clair, ambitieux et réaliste, sans phare aux habitants. Nous le ferons en octobre, pour que chacun ait suffisamment de temps de s'en emparer, l'analyser et y adhérer. Mais d'ores et déjà, j'ai besoin de toute l'énergie militante, celle de chacune et de chacun d'entre vous. Je suis venu vous annoncer ma candidature mais cette campagne sera une campagne collective où l'action de chacun comptera énormément. Il n'y a aucune petite victoire. Chaque voix gagnée, chaque personne convaincue : c'est un pas vers la victoire finale. Comme moi, vous aimez cette région. Vous en êtes fiers. Vous savez combien les gens y sont courageux et travailleurs, solidaires et généreux. Comme moi, vous vous battez pour qu'elle ne soit plus une région oubliée, méprisée et qu'elle reprenne toute sa place pour que puisse s'exprimer sa richesse et son savoir-faire. Je saurai faire entendre la voix de toute la région, de chaque parcelle, de chaque territoire, de chaque habitant. Cette victoire sera la vôtre, celle d'une équipe sérieuse, investie, qui pensera toujours au peuple en priorité. Vive la Picardie, vive le Nord-Pas-De-Calais, vive la République et vive la France !

*[Applaudissements et cris « on va gagner » du public]*

*[Chant de l'hymne national]*

---

Lien : <http://www.frontnational.com/videos/discours-complet-de-marine-le-pen-a-arras-30-juin-2015/>

## 2. Discours de Marine Le Pen à Brachay le 29 août 2015 : retranscription manuelle

Et bien, mes chers amis, merci. Je vous vois très nombreux dans ce village, certes petit par la taille mais dorénavant grand par le nom. Un petit village qui impressionne la France entière, un petit village qui, à vous voir tous rassemblés, est peuplé d'irréductibles Français qui résistent encore et toujours à la ruine de leur pays !

*[Applaudissements et cris du public]*

Je vous vois non seulement très nombreux mais très déterminés. Très attentifs à une parole différente, une parole qui colle enfin à la réalité, pas comme les ... des UMP Républicains qui s'endorment devant les discours d'Alain Juppé ou font semblant de rire devant les sketches de Nicolas Sarkozy. En même temps, on les comprend qui trouverait un intérêt à écouter la copie conforme d'un discours de socialiste tenu par un revenant, un zombie de la politique ?

*[Applaudissements et cris du public]*

Sur l'immigration, on dirait du Bernard Cazeneuve. Sur l'école, on dirait du Najat Vallaud-Belkacem.

*[Cris du public]*

Sur l'Europe, on dirait du François Hollande. Dans le combat des idées, il ne reste face à nous que le PS et des copies du PS. Tout le reste n'est que rhétorique, et la rhétorique s'envolera bien vite lorsqu'il faudra faire des choix concrets. L'alternative est simple : d'un côté la volonté de détruire la France, de l'autre la volonté de la sauver, de la relever. Nous sommes en Champagne, dans un de ces vieux territoires qui ont fait et qui font toujours

la France. Autrefois, c'était une région riche. Mais autrefois, on se souciait des régions rurales.

Aujourd'hui, Brachay c'est le symbole d'une France désoubliée des Français qui forment pourtant la majorité, mais la majorité qui n'a pas voix au chapitre. La majorité silencieuse. Il serait temps de lui redonner la parole à cette majorité qui croit en son pays. Surtout quand on constate l'état de notre pays. On le voit ici, à Brachay comme ailleurs, la situation de la France sous la présidence Hollande ce n'est plus une simple dégradation, c'est maintenant une déchéance complète. Ce n'est plus seulement la France des oubliés mais c'est la France elle-même qui est oubliée. On le voit d'abord dans l'agriculture. Je l'ai dit, nous sommes sur une terre rurale. La France c'était d'abord ça, c'est d'abord une immense puissance agricole. Aujourd'hui qu'en reste-t-il ? Des petits agriculteurs asphyxiés, une concurrence étrangère féroce, des prix qui ne permettent même plus de survivre, des travailleurs détachés venus d'Europe de l'Est. Pour couronner le tout, on se prive stupidement de débouchés en Russie en soutenant une politique de sanction aberrante mise en place par Bruxelles.

Et comme il est toujours possible de faire pire, l'Union européenne a décidé pour nous que le futur serait encore pire en négociant en secret le traité transatlantique et là, ça va être le feu d'artifice. Finies les règles sanitaires strictes, finie l'interdiction des hormones des antibiotiques pour le bétail, finie la traçabilité de la viande, bonjour le chlore, bonjour les OGM, bonjour les farines animales. Tout ce qui fait la richesse de nos terroirs et la sécurité alimentaire de nos enfants : aux oubliettes. Ne comptez d'ailleurs surtout pas sur les UMP, les Républicains, pour contredire la politique du PS en matière d'agriculture. Je vous l'ai dit, il ne reste plus face à nous que le PS et des copies du PS. Ne comptez même pas sur eux pour être cohérent. Bruno Le Maire a quand même réussi à déclarer en 2014 qu'il fallait sanctionner au maximum la Russie, puis en 2015 qu'il fallait lever l'embargo russe pour sauver notre agriculture. Le respect du principe logique de non-contradiction ne semble pas être son fort.

Que ce soit avec le PS ou avec les Républicains de toute façon vous obtiendrez toujours la même chose : d'un côté les promesses électorales qui n'engagent que ceux qui y croient, de l'autre une lâcheté sans limites une fois au pouvoir. Avec un vrai président de la République, soucieux de l'intérêt de la France, soucieux de ne pas oublier ce qui fait la grandeur de notre pays, aucune de ces lâchetés ne seraient possible. Un vrai président, ou une vraie présidente [*Applaudissements et cris « Marine présidente » du public*] ferait les choses ainsi : d'abord, on annule immédiatement les sanctions contre la Russie. Ah là, évidemment, vous imaginez que l'Union européenne n'est pas du tout contente et elle le fait savoir. Un président faible cédera tout de suite au chantage mais nous n'avons pas l'intention de nous laisser dicter notre politique. Alors on continue. On arrête de participer aux négociations du traité transatlantique. Ah là, les commissaires de Bruxelles voient rouge. Mais nous ne sommes pas là pour faire plaisir aux commissaires de Bruxelles. Donc on continue encore. On abroge la directive détachement des travailleurs pour ne plus voir des Roumains sous-payés travailler dans des abattoirs en Bretagne ou dans des meetings PS de la Rochelle d'ailleurs.

*[Applaudissements et cris du public]*

Et puis on enfonce le clou. On vote une loi « achetons Français » qui oblige les collectivités territoriales et les écoles à acheter à nos agriculteurs leurs produits. Enfin, on nationalise la PAC pour en faire une PAF : Politique Agricole Française.

*[Applaudissements du public]*

En arrêtant nos versements à l'Union européenne, on récupère au passage 8 milliards d'Euro, donnés sans contrepartie à l'Union européenne. Il n'y a pas de compromis possible avec une Europe assoiffée de domination. Tout homme politique qui est Européiste ne peut pas faire le dixième de ce que nous proposons. Dès qu'il fera un pas dans la bonne direction, l'Europe le rappellera à l'ordre. Et bien sûr, nous donnerons la parole au peuple de

France en lui demandant par referendum, comme en Angleterre, s'il faut quitter l'Union européenne.

*[Applaudissements du public]*

L'oubli de ce qui fait la France ce n'est pas seulement dans l'agriculture, c'est aussi dans les services publics. Prenez la SNCF. L'Europe nous a imposé de démanteler la SNCF au nom de leur sacro-sainte concurrence soi-disant libre et non faussée. Et comme les Européistes ne peuvent pas dire non à leur supérieur, ils ont obéi aux ordres sans broncher. Pour sauver la face, Monsieur Macron est venu nous expliquer que l'autocar serait le transport de l'avenir. Nous, nous ne croyons pas au dogme de l'Union européenne. Nous ne sommes pas effrayés par ses menaces. Si elle nous menace, nous lui ferons voir que rien ne peut entraver la souveraineté nationale. Alors il n'est pas difficile d'expliquer pourquoi nous appliquerons notre projet pour la France : tout simplement parce que nous, nous affichons la couleur. Nous ne mentons pas sur notre allégeance : nous devons allégeance au peuple français et à lui seul !

*[Applaudissements et cris du public]*

L'oubli de ce qui fait la France, c'est encore la réforme territoriale. Cette fusion des régions qu'on nous impose. Le PS recrée de grandes baronnies distantes et froides, dotées quand même d'un nombre considérable d'élus. La Champagne-Ardenne va se perdre, dans une entité abstraite qui aura pour capitale Strasbourg, si loin, et qui ne ressemblera plus à rien. Même chose dans tant d'autres régions de France. Des villages comme Brachay seront encore davantage délaissés par les pouvoirs publics, tout comme les villes moyennes. Les préfectures qui disparaîtront, les services publics qui seront concentrés sur quelques grandes métropoles et tout cela sans aucune économie. Au contraire. On dépensera même davantage.

Le Front National lui est en faveur de vraies économies. Des vraies économies cela passe avant tout par la réduction du nombre d'élus locaux.

Plus besoin d'élus au niveau régional comme il en existe tant aujourd'hui. Il suffit de réunir régulièrement une partie des élus des départements. Nous sommes attachés à la défense du niveau de cohérence principale de l'action locale : le département. S'il faut réduire le mille-feuille territorial, c'est avant tout les régions qu'il faut dégonfler.

Mes chers compatriotes, au-delà de ce paysage général, je veux vous parler des crises qui submergent la France et de l'incapacité du pouvoir à y faire face alors qu'un pouvoir fort, déterminé, aurait évidemment la clé pour rebondir. La démocratie n'est pas un exercice hors sol, elle s'exerce dans le cadre de la nation c'est-à-dire le peuple tout entier, le peuple français, nous le répétons souvent. La raison pour laquelle il n'y a pas de démocratie possible au niveau de l'Union européenne c'est parce qu'il n'y a pas de peuple européen. Le vice apparaît hélas lorsque les représentants du peuple français n'exécutent plus la volonté du peuple français mais une autre volonté. Or, il apparaît de plus en plus évident au fil des années que le pouvoir, censé représenter le peuple et agir en son nom, oublie tout bonnement les Français. Et je suis bien bonne d'employer ce terme d'oubli car la réalité est sans doute plus intolérable encore. Le concept de l'oubli admet une part d'involontaire hors il y a parmi ceux qui nous dirigent, je le crains, je le crois, une volonté manifeste d'occulter le peuple français pour suivre et défendre d'autres intérêts. À ce niveau, nous ne sommes plus dans le cadre du manquement, manquement au devoir de l'homme d'État, mais bien dans celui de la forfaiture. De toute évidence, les gouvernements UMP et PS qui se succèdent usurpent la souveraineté nationale pour la mettre au service d'un nouveau pouvoir oligarchique, un pouvoir qui se croit au-dessus des nations et qui, plus grave, prétend les remplacer. Ce pouvoir, bien que monstrueux, n'est pas une chimère hein. Il siège à Bruxelles, Luxembourg, Berlin. Il prend une part de ses ordres à Washington et porte un nom : celui de l'Union européenne. La démocratie doit renaître partout et nous porterons dans la campagne régionale le grand souffle démocratique du concept de referendum d'initiative populaire pour les grands projets régionaux.

*[Applaudissements du public]*

Il est largement temps que l'on redonne la parole au peuple français. Les crises en tout genre qui s'enchaînent, économiques, sociales, migratoires, apportent malheureusement chaque jour la cruelle démonstration que le pouvoir en France n'est plus au service du peuple français. Et je vous le dis très clairement, mes chers compatriotes, le pouvoir aujourd'hui ne peut plus et ne veut même plus. Il est totalement submergé par une série de crises qu'il ne maîtrise absolument pas et qui le dépasse radicalement. C'est cette évidence d'un pouvoir débordé qui éclate aux yeux de tous. Nous l'avons vu dernièrement avec la crise agricole, crise profonde, structurelle, qui ne surprend personne ici dans cette France de la ruralité et de la réalité. Or, la crise agricole que nous connaissons est bien la crise d'un modèle, un modèle ultralibéral inspiré par Bruxelles et que l'on cherche obstinément de l'extérieur à vous imposer. Une crise de la mondialisation ratée qui lèse les petits et gave les plus gros.

*[Applaudissements du public]*

Pourquoi ? Pourquoi, par exemple, avoir supprimé les quotas laitiers, plongeant les éleveurs et les producteurs de lait dans un abîme économique dont beaucoup, nous le savons, ne sortiront pas ? Au nom de quels intérêts ? Je repose la question. Si nous étions encore un pays souverain, nous aurions pu dire non à cette mesure contraire à nos intérêts nationaux et qui induit le triomphe d'un seul modèle : celui de la productivité intensive. Les Allemands ont fait le choix des fermes géantes, lesquelles tournent à moindre coût grâce aux travailleurs détachés en provenance d'Europe de l'Est. C'est leur choix, mais au nom de quoi ce modèle intensif, mauvais pour l'environnement, nocif pour les bêtes et la qualité du lait, odieux socialement car mettant en concurrence les travailleurs de chez nous et les travailleurs pauvres venus d'ailleurs, au nom de quoi ce modèle devrait-il nous être imposé ?

*[Applaudissements du public]*

Mais, mais le mal est fait. Les quotas laitiers sont tombés pour permettre d'écouler la production allemande sur notre marché, acculant nos propres producteurs à imiter ce modèle économique ou à mourir. Même chose pour le porc et l'ensemble des filières d'élevage. Même chose pour les producteurs de fruits et légumes. Tous, mis en concurrence avec des producteurs de pays étrangers qui effectuent à mieux mieux un dumping social, sanitaire, environnemental ou monétaire. À l'inverse de ce modèle qui nous détruit, nous proposons nous un modèle patriote, écologique, et tirant socialement l'ensemble des travailleurs vers le haut. Un modèle fondé sur les circuits courts où la directive détachement des travailleurs aura été abrogée. Un modèle assurant d'abord une consommation nationale des produits nationaux et conditionnant l'accès des denrées étrangères à notre marché au strict respect des normes comparables et d'une concurrence enfin loyale.

*[Applaudissements et cris du public]*

Quant à ceux qui veulent culpabiliser les agriculteurs en les obligeant à baiser les pieds de Bruxelles pour les subventions qu'ils reçoivent, que chacun comprenne bien que ces euros viennent de nos poches. Dirait-on « merci » aux voleurs qui nous rendraient une partie de notre argent ? Non. Et bien l'Union européenne c'est pareil !

*[Applaudissements et cris du public]*

Il n'est pas un euro de la PAC perçu par nos agriculteurs qui ne soit un euro français. Je veux donc une politique agricole nationale française.

*[Applaudissements du public]*

Que dire ? Que dire également de la crise économique et sociale plus générale qui affecte l'ensemble du pays et que le pouvoir nie effrontément à court de discours totalement inverses à la réalité que vous voyez, que vous vivez, que vous percevez ? Là aussi, le pouvoir est dépassé, submergé. Il est

noyé. Il est exaspérant d'entendre quasiment toutes les semaines depuis trois ans ce président fainéant, François Hollande [*applaudissements et cris du public*], annoncer sur un ton lénifiant le retour de la croissance alors que les chiffres du dernier trimestre sont là : la croissance n'existe pas. La croissance est à 0. C'est ça la réalité économique de notre pays.

*[Applaudissements du public]*

Même chose sur le chômage qui malgré le bidonnage, assumé d'ailleurs maintenant ils assument le bidonnage des statistiques, malgré le flot d'emplois aidés, très coûteux, déversés sur notre économie, continue évidemment d'augmenter ce chômage. Et comment pourrait-il en être autrement avec un pouvoir qui refuse de mener une politique simplement conforme à nos intérêts ? Or, très clairement nos intérêts économiques nous commandent de sortir des carcans de l'Union européenne et de retrouver les armes pour se battre loyalement dans la mondialisation. Ces armes que sont une monnaie nationale, un état stratège, des frontières économiques et migratoires sont d'autant plus indispensables d'ailleurs que la situation, mes chers amis, va encore s'aggraver. La crise chinoise, dont personne ne parle en France mais qui n'en est pas moins réelle, annonce encore des lendemains difficiles. Il est incontestable que la réaffirmation d'une indépendance nationale va de pair avec la réaffirmation de l'économie réelle sur l'économie virtuelle, celle de la grande finance et des spéculations en tout genre. Or, pour l'heure, nous n'avons plus la main sur notre économie. Tous les leviers ont été transférés par l'UMPS à Bruxelles qui, non content de nous empêcher d'agir, nous impose une politique d'austérité profondément dépressive. Nous avons en quelque sorte tous les inconvénients sans avoir aucun avantage. Malgré un ultralibéralisme triomphant qui était supposé, je vous le rappelle, libérer l'économie de toutes ses contraintes et faire sauter les charges, et faire baisser les prix, quelle escroquerie. Nous avons basculé dans l'ère de l'hyperfiscalité, avec une multiplication sans précédent de normes en tout genre mais aussi de taxes et d'impôts.

Cette pression fiscale est devenue insupportable. Vous le savez, en cette rentrée, il y a en France une surcharge d'impôts et de taxes. Impôts sur le revenu injustes. Impôts sur les sociétés très pesants pour les PME/PMI et douces au grand groupe du CAC 40. TVA de plus en plus lourde, impôts locaux qui ne cessent de gonfler. La coupe est pleine, elle déborde, et les gouvernements successifs continuent de la remplir tout en vous regardant droit dans les yeux en osant vous dire « les impôts baissent, et ils baisseront demain ».

*[Applaudissements et huement du public]*

Voilà le bilan économique UMPS : un marché totalement ouvert, exposant tous nos producteurs à une concurrence déloyale internationale, un effondrement de notre industrie par la faute notamment d'une monnaie inadaptée, une contraction de notre économie et une augmentation tout aussi logique des taxes et des impôts pour compenser, sans y parvenir, des pertes qui se chiffrent maintenant en centaines de milliards d'euros. Au final, des salaires gelés et des retraites de misère. Des fins de mois qui commencent toujours plus tôt, de la pauvreté, de la misère à chaque coin de rue. Voyez la Grèce : elle est l'aboutissement de cette politique stupide de l'euro à tout prix et des dogmes de l'Union européenne. Que ne tire-t-on pas dès à présent les leçons de cette crise grecque ? Elle a pourtant définitivement ruiné toute foi en l'euro, monnaie qui interdit en même temps la démocratie et la prospérité. Vous savez, j'ai entendu moi la déclaration de l'ancien ministre des Finances grecques Monsieur Varoufakis qui a dit « l'objectif de la Troïka c'est maintenant de venir s'installer en France ». Puisque la France, comme la Grèce, vit sous le joug de l'eurodictature et bien, mes amis, il faut s'en libérer. Et je suis très heureuse de constater que les lignes bougent sur l'euro, que des forces se constituent, que des voix s'élèvent pour constituer un barrage contre l'euro et ses conséquences au-delà même du Front National.

*[Applaudissements du public]*

Et puis, mes chers compatriotes, il y a une autre crise, très grave, qui prend chaque jour de l'ampleur : la déferlante migratoire. Ils ne vous le disent pas et pourtant, c'est la réalité, la situation de l'immigration est aujourd'hui en France totalement hors contrôle. L'immigration était déjà gigantesque, on se souvient du quinquennat de Nicolas Sarkozy qui accueillit légalement, rien que légalement, un million d'étrangers supplémentaire. Record de la cinquième République. On se souvient que, sous son mandat, les demandes d'asile avaient déjà bondi de 85% en cinq ans. Mais la vague n'était alors qu'en formation. Tout a été fait pendant ce mandat Sarkozy et tout a été continué pendant celui de François Hollande pour que cette vague grossisse, prenne du corps, se nourrisse de leur complaisance et déferle aujourd'hui à pleine vitesse sur notre pays. Vous connaissez la situation, vous la vivez partout, même ici en Haute-Marne contrairement à ce que croient les fins observateurs qui n'observent jamais rien finement et qui ne quittent jamais les limites des arrondissements les plus chics de Paris, car partout cette déferlante est là. Ce sont ces chiffres de l'immigration légale qui restent accrochés au sommet historique de 200 000 nouvelles entrées par an. Ce sont ces campements de Roms, dont étrangement plus personne ne parle jamais alors qu'ils font aujourd'hui partie de notre paysage, un paysage où on accepte l'enracinement de bidonville indigne et de la délinquance nomade étrangère. Ce sont les clandestins, ces fameux « migrants », terme flou qu'on nous impose maintenant pour mieux cacher sous les fumées du politiquement correct une situation qui n'est pas gérée, et encore moins anticipée.

C'est sur la ville de Calais que se cristallise la question de ces clandestins. Là-bas, c'est le chaos. Et que répond la maire UMP de Calais face à ce chaos ? Elle dit : « ça peut être une richesse culturelle exceptionnelle [...] ».

*[Huement du public]*

« [...] Et les Calaisiens pourront s'enrichir encore plus de ces populations migrantes ». Et bien, moi je compte bien, si je gagne à la région, tout entreprendre pour régler la situation figurez-vous.

*[Applaudissements du public]*

Mais, combien de petit Calais partout en France ? Combien de zones de non-droits ? Combien de quartiers, de rues, de bas d'immeuble et maintenant de villages où la police et la gendarmerie n'osent plus aller, ou alors, la boule au ventre et le gilet pare-balles à la poitrine ?

*[Applaudissements du public]*

Mais, mes chers amis, s'ils tolèrent Calais c'est que la marge de dégradation de la situation partout en France est encore immense. Oh oui, nous comprenons l'intérêt de venir en France comme demandeur d'asile. Vous y bénéficiez des règles ultrafavorables imposées par les directives européennes et acceptées par les partis au pouvoir depuis des années. D'abord, le logement gratuit, bien sûr. Dans un centre d'accueil ou à l'hôtel. Certains même saccagent les hôtels quand ils ne le trouvent pas suffisamment luxueux à leur goût. Mais aussi les soins gratuits, grâce à l'aide médicale d'état, créée par Lionel Jospin, sanctuarisée par Nicolas Sarkozy et poursuivie par François Hollande et Manuel Valls. Pendant ce temps, combien de nos vieux dans nos villages, dans nos quartiers, qui ne se soignent plus correctement faute de moyens ? Combien de familles françaises où on ne se soigne pas correctement les dents ou les yeux parce que cela coûte cher et que c'est très mal remboursé ? Combien souffriront ?

*[Applaudissements du public]*

Combien souffriront demain quand les atèles et les fauteuils roulants seront déremboursés par la sécurité sociale comme a osé l'imaginer le gouvernement ? Cerise sur le gâteau, quand vous êtes demandeur d'asile en France c'est automatiquement 11,45 euros qui vous tombent chaque jour dans la poche. Et la certitude à 99% de ne jamais être renvoyé alors même que l'asile vous aura été refusé puisque seul 1% des déboutés sont renvoyés dans leur pays.

Je n'accepte pas ces injustices. Je n'accepte pas ce désordre. Ce désordre ne fait que des perdants. Les clandestins eux-mêmes à qui la France n'a plus rien à offrir et qui, embarqués dans les rafiots de fortune des mafias qui les exploitent, meurent chaque année noyés dans les eaux de la méditerranée ou dans les remorques des camions. Français perdant aussi, bien sûr, car ont-ils seulement été une seule fois consultés sur cette politique d'immigration ? Ont-ils accepté ce déferlement qui baisse leur salaire, dégrade leur protection sociale, pèse sur nos déficits, accroît l'insécurité ? Non, bien sûr, on ne leur a pas demandé leur avis. Car ils le connaissent.

Alors il faut agir. Sortir de l'immobilisme, de la torpeur. Sortir aussi des faux-semblants ou des discours d'apparence de ceux qui ne rêvent que de revenir alors qu'au pouvoir ils ont tout trahi déjà. Mon objectif est clair : arrêter l'immigration légale... et clandestine.

*[Applaudissements du public]*

Ma méthode est limpide : se donner les moyens de le faire. D'abord, un pays digne de ce nom a des frontières. Il faut donc des frontières nationales à la France. C'est incompatible avec Schengen et l'Union européenne ? C'est vrai. Nous choisirons donc la France plutôt que l'Union européenne et Schengen.

*[Applaudissements du public]*

Ensuite, un pays digne de ce nom peut décider qui entre sur son territoire et qui doit le quitter. Nous n'accepterons donc plus les directives européennes et les décisions des juges supranationaux. La France sera souveraine chez elle. Sa loi sera souveraine, ses décisions respectées et appliquées. C'est l'état de droit, c'est la République.

La première d'entre elles consistera à renvoyer systématiquement à la frontière les clandestins illégalement présents sur notre sol. Sinon, c'est le chaos, c'est le désordre, c'est la fin de la République !

*[Applaudissements du public]*

Mais, le mieux est de faire en sorte que ces clandestins et ses demandeurs d'asile, qui n'ont pas droit à l'asile et sont nombreux, ne viennent pas en France. Il faut pour cela supprimer tout ce qui les incite à venir en France : l'aide médicale d'état, bien sûr, fait partie des premiers textes à abroger comme nous reverrons de fond en comble la procédure de l'asile. La Cour des Comptes, comme je vous le disais tout à l'heure, nous apprend que 99% des déboutés du droit d'asile restent en France. Mais c'est inadmissible ... Ce chiffre doit être amené à 0.

*[Applaudissements du public]*

Nous supprimerons toutes les aides sociales liées au statut de demandeur d'asile, notamment le logement gratuit. Nous concentrerons l'asile sur un nombre infiniment plus restreint de personnes qui remplissent vraiment des critères exigeants. Bah, après tout, par exemple à des personnages héroïques comme Monsieur Snowden, aujourd'hui pourchassé par son pays, les États-Unis, pour avoir dit la vérité sur l'espionnage de masse conduit par cette nation à l'égard de ses « alliés ».

*[Applaudissements du public]*

Il nous faudra agir à la source aussi. Je pense à la Libye, où, nous ne le dirons jamais assez, que l'intervention militaire décidée par Nicolas Sarkozy et Bernard-Henri-Lévy en 2011 fut une catastrophe !

*[Huement du public]*

Qu'à l'époque, je vous le rappelle, seul le Front National dénonçait. Avec les puissances régionales, en particulier l'Égypte, nous agirons pour réparer cette catastrophe et stabiliser un nouvel Etat. Et nous ne ferons pas en politique étrangère, comme le gouvernement français actuel qui aujourd'hui salit à Al Nostra, c'est-à-dire à Al Qaida, pour lutter contre l'Etat islamique. Mais nous nageons en pleine folie !

À cette question, mes chers amis, se mêle indissociablement celle du fondamentalisme islamiste qui tue, et qui violente la France. Oh, je sais, on me rétorque souvent dans les hautes sphères parisiennes « mais non madame Le Pen, tout cela n'a rien à voir avec l'immigration ». Il est de notoriété publique, en effet, que l'islamisme est tombé un beau matin depuis le ciel et les nuages sur notre pays sans raison, sans cause, sans origine. La France vient donc de connaître son cinquième attentat islamiste depuis le début de l'année. Par chance, celui-ci ne fut pas meurtrier. Les quatre premiers l'ont été. Des personnages héroïques ont su neutraliser le terroriste et sauver la vie de dizaine de passagers du Thalys. Qu'ils en soient remerciés, au nom de tous les Français.

*[Applaudissements du public]*

La chance ne sera pas au rendez-vous à chaque fois. Après l'attentat du Thalys, j'ai fait une proposition : que les étrangers fichés pour leur lien avec la mouvance islamiste radicale ne soient plus simplement fichés mais expulsés s'ils vivent en France [...]

*[Applaudissements et grands cris du public]*

[...] Et dans tous les cas interdits de territoire français.

*[Applaudissements du public]*

Je ne sais pas, cette proposition que je mettrais immédiatement en oeuvre, arrivée au pouvoir. Elle me semble, comme à beaucoup de Français, mais

d'un bon sens évident. Et bien, semble-t-il, non vous voyez. Parce que, au PS avec Monsieur Cambadélis, leur numéro un, à l'UMP, avec l'ancien ministre sarkoziste Monsieur Chatel, et bien on s'est scandalisé de cette proposition.

*[Huement du public]*

Agir, avec fermeté, sortir des sentiers battus du politiquement correct, mais vous n'y pensez pas m'a-t-on répondu. Ils préféraient donc la proposition du Premier ministre, Monsieur Valls : un numéro vert dans le train.

*[Rire du public]*

Oui oui, c'est la vérité. Après cet attentat, et alors que François Hollande nous demande déjà de nous préparer aux prochaines attaques, la seule et unique réponse du gouvernement fut l'annonce d'un futur numéro d'appel dans les trains, que vous aurez le plaisir de composer si vous êtes victimes d'un tueur fou à la kalachnikov.

*[Rire du public]*

Petit conseil : n'oubliez pas de vous approcher de la vitre pour capter le réseau téléphonique portable et d'indiquer à l'hôtesse au bout du fil votre numéro de voiture ainsi que votre éventuelle carte de réduction.

*[Applaudissements du public]*

Mais, effectivement, on en rit pour ne pas en pleurer. Alors, j'ose. Je demande encore et toujours de l'action, de la fermeté. Je demande qu'on mette l'islam radical à genoux.

*[Applaudissements et cris du public]*

Et je le ferai toujours ! Parce qu'à la différence de ceux qui nous gouvernent, je ne me résignerai jamais à demander aux jeunes Français, comme l'a fait Manuel Valls, de s'habituer à vivre avec le terrorisme islamiste.

*[Applaudissements et cris du public]*

Oui, expulsions les étrangers islamistes. Fermons les mosquées radicales, et il y en a une centaine en France.

*[Applaudissements et cris du public]*

Mais enfin, ils l'ont fait en Égypte. Ils l'ont fait en Tunisie. Nous pouvons donc bien le faire. Au passage, nous expulserons les Imams étrangers à leur tête.

*[Applaudissements du public]*

Gérons toute nouvelle construction de mosquée car de sérieux doutes pèsent sur l'origine de leur financement, notamment lorsqu'ils viennent de pays étrangers coupables de lien avec le fondamentalisme ou l'Etat islamique. Redonnons de vrais moyens à notre police, notre gendarmerie, nos douanes, notre armée.

*[Applaudissements et cris du public]*

Pour moi, et pour vous, les choses sont très claires. Les Français musulmans sont musulmans, c'est leur droit bien sûr, mais ils sont avant tout Français. C'est ainsi que nous les considérons et que la grande majorité d'entre eux veut être considérée. Et nous refuserons toujours d'enfermer quiconque de nos compatriotes dans une case communautaire. Mais rien ne justifie l'inaction, l'impuissance, la complaisance des gouvernements face à la gravité de la situation. Alors oui, combattons aussi le communautarisme à

l'école, dans les crèches, à l'université où le voile et les signes religieux ostensibles doivent être interdits !

*[Applaudissements et cris du public]*

Dans les entreprises, dans les services publics où les revendications politico-religieuses n'ont pas leur place comme le Halal n'a pas sa place dans les cantines scolaires.

*[Applaudissements et grands cris du public]*

La loi, la loi partout, la loi tout le temps. La laïcité, partout et tout le temps. Notre mode de vie, partout et tout le temps. Nos valeurs, partout et tout le temps. C'est notre devise, et nous ne fléchirons pas ! Devant personne, devant aucune idéologie totalitaire.

*[Applaudissements et cris du public]*

Il en va, il en va mes amis, de notre vie, de notre sécurité et, bien sûr, de nos libertés de Français, que nous ne laisserons pas grignoter mois après mois par la terreur islamiste. Nous l'avons vu, mes chers compatriotes, la crise du djihadisme, de l'islamisme radical, ravage le Moyen-Orient. Elle amplifie une autre crise, celle de l'immigration massive en Europe. Il y a aussi les inquiétantes oscillations de l'économie, à partir de la Chine, la dégradation ininterrompue de notre économie nationale. Face à cette conjonction des crises, que font les partis qui se qualifient eux-mêmes de gouvernement ? Ils jettent de l'huile sur le feu.

Le premier secrétaire du PS prend en otage nos compatriotes musulmans. Il les dit menacés par la lutte que nous préconisons contre l'islamisme radical. Mais au contraire. Éradiquer la menace fanatique libéra tous les Français. Mais l'archéo... Cambadélis aime à exciter les Français des uns contre les autres alors il confond sciemment les étrangers islamistes, que je souhaite effectivement mettre dehors, les islamistes binationaux, à qui je souhaite

retirer la nationalité française, et il les confond avec nos compatriotes musulmans assimilés.

*[Applaudissements et cris du public]*

Le chômage s'aggrave malgré les tripatouillages de chiffres, le ministre du Travail se dérobe pour se mettre au chaud; on comprend le pauvre François Rebsamen, il sait qu'il ne pourra jamais commenter la fameuse inversion de la courbe. Le célèbre retournement de tendance, la mythique reprise imminente, qui se transforme chaque mois en reprise permanente. Pour son université d'été, le Parti Socialiste emploie donc des travailleurs détachés roumains. Mais alors que fait le Parti Socialiste face à cette situation ? Et bien il demande à son prestataire de congédier ses salariés. Le PS est donc pour la directive européenne sur le détachement des travailleurs, qu'il soutient à l'Union européenne avec l'UMP, sauf si ça se voit trop. Au cynisme initial se joint la tartufferie: ce n'est plus « le point et la rose » c'est « cachez moi ce poing qui a trempé dans le pot aux roses ».

*[Applaudissements et rires du public]*

Le Parti Socialiste est incapable d'assumer les textes bruxellois qu'il a approuvés. Mais ce n'est pas une rentrée socialiste, c'est une rentrée scandaleuse. D'ailleurs, pourquoi ces économies sordides alors que le PS est gavé d'argent public ? Mais pour une raison simple mes chers amis : parce que les socialistes savent que l'hiver va venir, que les Français vont les chasser, et que c'est nous, patriotes, qui allons les pousser vers la sortie en commençant par les déloger des conseils régionaux !

*[Applaudissements et grands cris du public]*

Alors, on n'est jamais trop prévoyant. On constitue un magot pour les temps difficiles. D'ailleurs, le sauve-qui-peut se généralise hein, vous avez remarqué. On peut s'interroger de savoir pourquoi le député socialiste François Brottes quitte le parlement pour se réfugier dans un poste lucratif à

EDF. Bah, parce qu'il reste moins de deux ans à vivre à cette majorité. Pourquoi la députée socialiste Sandrine Hurel a fait prolonger sa mission pour céder son, sans élection, siège à sa belle fille ? Bah, parce que dès maintenant une élection partielle serait une catastrophe pour l'actuelle majorité. La démocratie c'est bien, sauf quand on risque de perdre se disent les socialistes. Pourquoi va-t-on modifier la loi pour créer, dans les nouvelles grosses régions, un nouveau poste rémunéré, celui de président délégué ? Bah, parce qu'il faut donner des places aux amis tant qu'il est encore temps. Je vous le dis d'ailleurs tout net, mes chers amis : dans les conseils régionaux Bleu Marine, le poste de président délégué inutile et coûteux ne sera, évidemment, pas pourvu.

*[Applaudissements du public]*

D'ailleurs, nous sommes entre nous et, puisqu'on parle reconversion, je me demande si Manuel Valls ne se prépare pas un avenir insoupçonné : gestionnaire de centre d'appels pour numéro vert.

*[Applaudissements et rires du public]*

Parce que ça expliquerait pourquoi il en crée un par mois. « Stopdjihadisme.gouv.fr », « Stopdjihadismedanslestrains.gouv.fr », on peut en attendre d'autre comme « Stopdjihadismelelundi.gouv.fr » et j'en passe et des meilleurs.

Aujourd'hui, à la Rochelle pour l'université de rentrée du PS, le mot d'ordre est « agir en commun ». Mais comme toujours avec les socialistes il faut comprendre le contraire de ce qu'ils disent en réalité car, outre la Rochelle, j'ai compté au moins trois rentrées politiques socialistes : il y a la marraine des fronts d'heures, cette gauche qui aboie haut pour mieux se coucher, il y a le léonien des réformateurs, pour lesquels l'avenir s'appelle Emmanuel Macron, le chouchou des banquiers, il y a le Pouliguen pour les socialistes dont plus personne ne veut, même leur propre parti.

Et puis, il y a François Hollande.

*[Huement du public]*

Boh, il commémore. Il inaugure. Il discourt. Il montre son impuissance. Le président de la République française n'est plus qu'une apparence. Sarkozy, Juppé ou Fillon seraient tout aussi fantomatiques puisque, bien que s'autoproclamant républicains, ils ont accepté le transfert de ce pouvoir vers Bruxelles, Francfort, Berlin, Washington. Ils sont donc en réalité tous candidats au rôle de potiche de la République française.

*[Applaudissements du public]*

Bon à la Baule, la semaine prochaine, la rentrée politique de « les républicains », parce que c'est comme ça que ça se dit, là ce sera le bal des hypocrites, les égos, ils poursuivent leur petit jeu politicien, les hors-d'oeuvre d'ambition personnelle, les poignards seront cachés avant que leur primaire déchaîne les passions. Leur passion ? C'est la guerre des petits chefs, les guerres des candidats à la présidentielle même Nadine Morano voudrait y aller paraît-il. Ici, au Front National, nous n'avons qu'une seule passion : celle de la France. Oui, mes chers amis, la France vaut mieux que ça. La France vaut mieux qu'eux. La France vaut mieux que ces politiciens qui l'entraînent vers sa disparition au sein d'un magma mondialiste, européiste, sans frontière et sans âme.

Mieux qu'une nation assaillie par l'immigration, le chômage, la précarité, l'insécurité et l'angoisse. Avec le Front National rassemblement Bleu Marine, nous disposons ensemble d'un outil pour redresser la nation et restaurer la République. Avec le Front National rassemblement Bleu Marine, nous disposons d'un outil pour aimer la France. Dès décembre prochain, nous pouvons préparer l'avenir et montrer la voie. Dès décembre prochain, nous pouvons transformer les élections régionales en aurore du renouveau national. Après, il restera seize mois avant la mère de toutes les élections. Il restera seize mois pour que le peuple français redevienne maître

chez lui. Il restera seize mois pour que le peuple français redevienne le seul et véritable acteur de son destin. Vive la République, vive la France !

*[Applaudissements et grands cris du public]*

---

Lien : <http://www.frontnational.com/videos/rentree-politique-de-marine-le-pen-discours-de-brachay/>

### 3. Discours de Marine Le Pen à Ajaccio (Corse) le 28 novembre 2015 : retranscription manuelle

*[Entrée sur scène et le public acclame Marine]*

Merci. Merci à vous tous.

Mes chers amis, mes chers compatriotes,

Je vous remercie de m'accueillir ici, dans votre belle ville d'Ajaccio, berceau du plus célèbre des Corses qui est aussi le plus illustre des Français.

*[Applaudissements du public]*

Par une ironie de mon agenda, je me retrouve aujourd'hui non loin de la maison natale de Napoléon et j'étais hier à quelques pas de son tombeau sur le bord de la Seine où il avait souhaité reposer au milieu de ce peuple français qu'il avait tant aimé. Mes chers amis, j'assistais hier à Paris, dans la cour d'honneur des Invalides, à l'hommage national rendu à nos compatriotes tués lors des attentats du 13 novembre dernier. J'ai été, comme tous les Français, bouleversée et profondément émue par cette cérémonie au cours de laquelle le nom de chacune des 130 victimes a été égrené avec son âge. La plupart avait moins de 35 ans. Ils étaient des jeunes Français épris de liberté. Le 13 novembre 2015, la barbarie islamiste, en leur arrachant la vie, leur a volé leur jeunesse chérie, leurs rêves, leurs amours, leurs rires. Tout ce qui donne du sens à la vie leur a été ôté lors de cette terrible soirée. En tant que Maire, j'ai une pensée toute particulière pour ces parents, dévastés par la perte d'une fille, d'un fils. Comment pouvaient-ils imaginer l'horreur quand ils ont vu leurs enfants se rendre à un concert ou partager les joies simples d'une terrasse de café ?

Nos compatriotes étaient innocents. Pour les terroristes, ils avaient le tort d'être Français. Pour les monstres de l'Etat islamique, ils étaient coupables

d'appartenir à cette nation qui est le symbole même de la liberté dans le monde. C'est cette liberté qu'ils ont voulu anéantir le soir du 13 novembre. Je souhaiterais que nous rendions aujourd'hui, à Ajaccio, un nouvel hommage à nos disparus, à leur famille endeuillée et aux blessés qui luttent encore pour rester parmi nous.

Je vous invite mes amis à vous lever et à respecter, pour eux, une minute de silence.

*[Une minute de silence]*

Merci. Comme l'ensemble de notre nation, la Corse est meurtrie par les attentats de Paris. Le peuple français dans son ensemble a témoigné sa solidarité et sa compassion. Il a également exprimé son incompréhension, son inquiétude et sa colère. Comment en sommes-nous arrivés là ? Après la période de deuil et de recueillement, les Français attendent des réponses et des solutions pour assurer leur sécurité et vaincre définitivement l'Etat islamique.

Ils ne veulent plus être bercés d'illusions, ils ne veulent plus de leçon sur le vivre ensemble, sur le « pas d'amalgame » ou entendre des plaintes bien pensantes. Depuis les attentats de janvier contre Charlie Hebdo et l'Hypercashier, notre pays a subi six attaques terroristes. Nous payons aujourd'hui le lourd tribut de la passivité. En effet, rien n'a été fait pour protéger la France depuis près d'un an. Rien n'a été fait en réalité depuis les premiers attentats terroristes il y a près de vingt ans. Rien n'a été fait, et je le dis en réponse à Monsieur Cazeneuve qui plutôt que de faire preuve de modestie, compte tenu de la gravité de ce qui s'est passé, vient aujourd'hui faire de l'autosatisfaction et nous accuser nous qui avons prévenu les Français d'être des menteurs. Mais, vous voulez qu'on revienne ensemble en 2012 après l'affaire Merah ? Sept morts. Trois militaires, un père de famille, trois enfants dont une petite fille à qui ce monstre a mis une balle dans la tête après l'avoir attrapé par les cheveux.

Qu'est-ce qui a été fait ? Elles ont été fermées les mosquées salafistes ? Elles sont plus de cent en France. Qu'a fait Manuel Valls qui était ministre de l'Intérieur dès l'élection de François Hollande ? Qu'a fait Monsieur Cazeneuve alors que les attentats se sont succédés les uns aux autres ? C'est ça la vraie question qu'ils ne veulent pas que l'on pose. Ah bien sûr, bien sûr ils ont proposé des lois. La loi sur le renseignement qu'ils nous accusent de ne pas avoir voté. En effet, cette loi sur le renseignement fondé sur le même principe que le Patriot Act, dont on a vu d'ailleurs la totale inefficacité je crois que 1% des surveillances effectuées aux États-Unis l'étaient contre des terroristes, tout le reste c'était contre des entreprises pour savoir ce qu'elles font, c'était contre des adversaires politiques...

Cette loi sur le renseignement, elle vise à mettre sous surveillance sans aucune protection ou contrôle de la part de la justice. 65 000 000 de Français ? Mais, pourquoi veulent-ils mettre 65 000 000 de Français sous surveillance alors qu'ils sont même pas fichés 10 500 personnes ? C'est ça la vraie question, car tous ceux qui ont commis des attentats étaient fichés. Tous, sans exception. Alors, pourquoi ne pas se concentrer sur eux plutôt que de vouloir lire les mails, les SMS de 65 000 000 de Français sans aucune surveillance et aucun contrôle de la part de la justice ? De la même manière, ils nous reprochent de ne pas vouloir voter le PNR, ce registre des passagers qui viserait à surveiller, là encore, l'ensemble des Européens dans leur voyage en avion. Données qui seraient transférées aux États-Unis. Mais pourquoi les États-Unis ? Il existe Interpol, qui fonctionne depuis des années pour surveiller les criminels, les délinquants ou les gens suspects. Il existe Europol. Pourquoi vouloir regarder l'ensemble des trajets de l'ensemble des Européens ? D'autant que, permettez-moi de rappeler que, pour les attentats du 13 novembre, pas un seul n'avait pris l'avion. Ils sont passés en voiture et ont traversé des frontières qui n'existent plus depuis bien longtemps à cause de l'UMP et du PS.

Alors, qu'ils commencent par regarder les fichés S à la RATP, les fichés S dans les centrales nucléaires, les fichés S à la SNCF, les fichés S dans les aéroports. Qu'ils commencent donc par faire ce travail essentiel à la sécurité

des Français avant de vouloir surveiller tout le monde, au risque évidemment de permettre à certains de se glisser comme une aiguille dans une botte de foin. Monsieur Cazeneuve nous traite de menteurs, lui qui venait expliquer qu'il y a 20% de déboutés du droit d'asile qui sont renvoyés chez eux alors que la Cour des Comptes disait 1%. Entre 1 et 20%, ça fait une énorme différence. Lui qu'il y a quelques semaines, quelques jours pardon, nous expliquait qu'il y avait 5000 fichés S. Manuel Valls est arrivé pour nous dire qu'il y en avait 20 000. Dont 10 000 pour radicalisation islamiste. Qui ment ?

Le cabinet de Monsieur Cazeneuve qui, nous l'avons appris au travers d'un épisode grotesque avec France Inter, vous vous souvenez, France Inter avait fait un article : le fantasme de l'infiltration islamiste. Et dans cet article, il s'agissait de dire du mal du Front National qui avait dénoncé le risque très lourd, très grave, d'infiltration du fondamentalisme islamiste au travers des flux de migrants. Et, France Inter, après les attentats, peut-être conscients du ridicule de leur article, avait changé le titre de l'article pour mettre, je sais pas, je crois que le nouveau titre c'était : « Des Islamistes intégrés ? ». Et lorsqu'il y a eu la polémique, en disant « est-ce que c'est très déontologie de changer comme ça a posteriori le titre d'un article ? », ils ont répondu « ah oui mais vous comprenez on avait fait cet article-là parce que le cabinet Boveau, le cabinet du ministère de l'Intérieur, nous avait expliqué qu'il était très improbable qu'il existe des infiltrations islamistes au sein des flux de migrant ».

Voilà ce qu'est le travail de Monsieur Cazeneuve. Ah oui, oh bien sûr ils font là 1800 perquisitions. Pourquoi les ont-ils faits si tard ? Pourquoi pas depuis 2012 après les assassinats commis par Monsieur Mérah ? Ils ont fermé deux mosquées. Pourquoi deux qu'en y'en a plus d'une centaine qui sont des mosquées salafistes ? Ces dizaines de questions nous devons les poser, même si ça déplaît à Monsieur Cazeneuve. Nous devons nous poser la question de savoir pourquoi dans les assassins il y en avait qui avaient des casiers judiciaires longs comme le bras. Pourquoi, après dix ou quatorze condamnations, ils n'avaient pas fait un jour, pas un seul jour, de prison ? Ah, c'est sûr que c'est plus facile de poursuivre Marine Le Pen devant les

tribunaux parce qu'elle a dénoncé les prières de nuit ou de poursuivre l'affiche du Front National qui condamnait l'islamisme, en PACA, il y a quelques années de cela. C'est plus facile, c'est plus roboratif aussi. Mais croyez-moi, pour la sécurité des Français, c'est beaucoup moins efficace.

Oui, c'est vrai qu'ils n'ont rien fait. Ils ont attendu un massacre pour agir, ou réagir. Nous verrons d'ailleurs l'efficacité de ces mesures puisque la vision globale de la sécurité des Français n'est pas intégrée dans leur logiciel.

Napoléon disait : « Je peux perdre une bataille mais je refuse de perdre une minute ». En période de guerre, le temps perdu ne se rattrape pas et peut avoir, on le sait, des conséquences dramatiques. Depuis des années, je vous l'ai dit, nous tirons la sonnette d'alarme. Nous tirons toutes les sonnettes d'alarme, toutes celles qui passent à notre portée pour alerter les Français sur la multiplication des signes qui annonçaient la catastrophe.

Tout au long de l'année, j'ai tenté d'alerter le président de la République et le gouvernement sur les dangers qui planaient au-dessus de la France et sur les nécessaires changements de politique à mettre en œuvre. En septembre, au parlement européen je prenais la parole pour dire : « Nous sommes prévenus par la Syrie, nous sommes prévenus par l'Italie, que l'Etat islamique entend infiltrer au milieu des flux de migrants des terroristes qui viendront frapper notre sol. Qu'est-ce que j'ai eu comme réponse ? Comme d'habitude, le mépris et l'injure.

Tout ce que j'ai proposé a été balayé d'un revers de main. Aujourd'hui, ils sont forcés d'admettre que j'avais raison et viennent piocher dans la besace du Front National les seules solutions crédibles et efficaces pour renforcer notre sécurité collective. Vous pouvez me croire, je ne suis pas satisfaite d'avoir eu raison trop tôt. Quand il s'agit de la vie de nos compatriotes ce sont des questions, somme toute, bien dérisoires mais le ministre de l'Intérieur devrait, quand même, faire preuve d'un peu de modestie.

J'aurais souhaité que François Hollande prenne, dès le commencement des alertes, la mesure de la menace islamiste et que l'esprit du 11 janvier se transforme en volonté acharnée de défendre les Français. J'aurais préféré que Manuel Valls parte en croisade contre l'Etat islamique et non contre les patriotes du Front National comme il l'a fait des semaines et des semaines durant.

J'aurais préféré que le cabinet du ministre de l'Intérieur, toujours le même Bernard Cazeneuve, réfléchisse à deux fois avant de nous dire que prôner le Djihad n'est pas un délit.

J'aurais souhaité que madame Taubira cesse sa politique laxiste qui laisse en liberté des petites frappes, des petits fauves, multirécidivistes.

J'aurais souhaité tout cela car, avant d'être une responsable politique et une opposante farouche à leur politique, je suis une citoyenne Française, une patriote amoureuse de son pays et qui souffre à chaque fois qu'un Français est frappé.

Mais il apparaît aujourd'hui, face à l'incapacité tragique du PS et à lumière du bilan catastrophique de l'UMP hier, que le Front National est la seule alternative pour vaincre le fondamentalisme islamiste et défendre les Français. J'ai dit que les inflexions de la politique de François Hollande allaient dans le bon sens. C'est vrai. Mais elles ne vont pas jusqu'au bout. Quand ils vont dans le bon sens, ils s'arrêtent à mi-chemin. Mais quand ils vont dans le mauvais sens ils vont toujours jusqu'au bout du chemin. Elles resteront des mesurette destinées à simuler l'autorité d'un Etat aux abois qui en vérité, et c'est terriblement inquiétant, ne maîtrise rien et subit les événements, qui cherche plus à lutter contre la peur que contre le danger, qui s'attache à limiter les conséquences sans s'attaquer aux causes.

Dans son allocution des Invalides, François Hollande a parlé d'une « génération Bataclan ». Cette génération de trentenaire qui « devait s'habituer à la menace terroriste », selon les mots de Manuel Valls. Mais

quel aveu de faiblesse, et quel est le signal envoyé aux terroristes islamistes lorsque l'on demande aux jeunes de son propre pays de s'habituer à vivre avec le terrorisme ?

Serions-nous devenus une nation de moutons, prête à être dévorée des loups affamés ? Pour ma part, je refuse de voir toute une classe d'âge endosser la tenue des Martyres. Je n'accepte pas de voir mon peuple massacré de la sorte. Je ne tolère pas de voir des innocents fauchés dans un concert ou à une terrasse de café. Et demain où ? Dans un centre commercial ? Dans une école ? Dans les transports ? Je ne veux pas subir les événements et compléter mon agenda avec d'innombrables cérémonies de recueillement et des marches funèbres. Il n'y aura pas de génération Bataclan si le peuple français se lève pour riposter.

Les Français sont des guerriers dans l'âme. Cinquante ans de période de paix les ont assoupis. Il est temps de réveiller la « FERIA Francese » pour montrer à ces barbares qu'ils trouveront dans chaque Français, du plus jeune au plus ancien, du plus riche au plus humble, un ennemi impitoyable l'anéantir et détruire son idéologie inhumaine.

*[Applaudissements du public]*

C'est cela que j'aurais aimé entendre dans la cour des Invalides. Pour vaincre un ennemi, mes chers amis, il faut commencer par le nommer. Et sur ce point précis, nos dirigeants sont d'une timidité qui confine à la sottise. Depuis les attentats de janvier, ni François Hollande ni Nicolas Sarkozy n'arrivent à nommer explicitement le mal. Ils tournent autour, ils jonglent, ils dansent, mais cela ne veut pas sortir de leur bouche. La réalité semble les téтанiser. La vérité les effraie. En janvier, il fallait « entrer en guerre contre le terrorisme », sic. Hier aux Invalides, il prononçait ces paroles vides de sens : « Nous connaissons l'ennemi, c'est la haine ».

Mais, nous ne sommes pas en guerre contre la haine, ou le terrorisme. Le terrorisme n'est qu'un moyen au service d'une idéologie. Ce n'est qu'un outil de destruction dont les auteurs ont défini les modalités. C'est le plus

abject et le plus lâche car ils attaquent de manière aveugle, précisément dans le but de susciter la terreur, afin que personne, nulle part, ne se sente plus en sécurité.

La haine, quant à elle, n'est qu'un sentiment. Un sentiment qui anime effectivement les ennemis de la France, qui les pousse à vouloir nous détruire. Un sentiment, une arme ? Mais qui tient l'arme et nourrit ce sentiment ? Osons le dire. C'est le fondamentalisme islamiste.

*[Applaudissements du public]*

Le terrorisme que nous affrontons aujourd'hui est au service d'une idéologie totalitaire, moyenâgeuse, obscurantiste, inhumaine et haineuse : le fondamentalisme islamiste. Nous sommes en guerre contre tous ceux qui se revendiquent de cette idéologie macabre qui se trouve en Syrie, en Irak ou dans nos quartiers, dans nos rues et dans nos mosquées.

*[Applaudissements du public]*

Ces barbares ne sont pas des soldats d'une nation hostile ou d'un peuple ennemi. Ces combattants n'exhibent pas de drapeau national. Ils ne se battent ni pour la liberté d'un peuple ni pour l'indépendance d'un territoire. Ils n'ont pas de revendication. Ils ne protègent pas leur famille ou leurs enfants. Ils viennent pour détruire et anéantir tout ce que nous sommes et tout ce qu'ils haïssent : notre liberté, notre mode de vie, notre culture, notre laïcité. Ils sèment la terreur partout de Tunis à Damas, de Bagdad au Caire. La terreur est leur doctrine, la Charia leur constitution.

Cet ennemi étant son influence en Irak, où l'intervention catastrophique des Américains en 2003 a ouvert le champ à l'Etat Islamiste. Ils prospèrent en Syrie, où la volonté de Barack Obama d'affaiblir Bachar el-Assad a laissé les Islamistes s'engouffrer, avancer. Ils règnent en Libye, où l'intervention militaire de Nicolas Sarkozy leur a permis d'accéder au pouvoir et de laisser libre-cours à leur folie meurtrière.

Ils comptent sur le développement du communautarisme chez nous pour recruter des Djihadistes qui, après une formation en décapitation et maniement d'explosifs, viendront répandre la mort en France. Nous savons où sont les camps d'entraînement, ils sont en Syrie. D'ailleurs, l'immense majorité de ceux qui étaient pourtant surveillés, qui faisaient l'objet d'une fiche S, ont pu rejoindre la Syrie pour aller précisément prendre ces cours macabres.

Ils entendent semer la terreur et substituer leur ordre totalitaire à notre ordre démocratique. Remplacer l'égalité homme femme par l'asservissement de l'épouse et de la fille au mari et au père. Condamner tous les plaisirs de la vie : écouter de la musique, boire un verre de vin, s'habiller comme bon nous semble, contempler la beauté d'une femme, etc. Voilà la réalité de ce que nous avons à combattre, voilà l'ennemi qu'il faut nommer et cibler avant de l'envoyer dans les abîmes.

*[Applaudissements du public]*

Mais pour cela il faut agir. Agir bien, et agir vite. Et force est de constater que ce n'est pas la méthode de notre gouvernement qui sombre dans l'apathie ou la communication stérile. Moi je n'oublie pas que s'ils ont rétabli provisoirement les frontières, provisoirement, ce n'était pas pour lutter contre les trafics d'armes, les fondamentalistes islamistes pour les empêcher de venir sur notre territoire, c'était pour protéger les grands de ce monde dans le cadre de l'organisation de la COP21.

*[Applaudissements du public]*

Alors, chers amis, nous sommes en campagne pour les élections régionales territoriales. Ici en Corse, un certain nombre de nos compatriotes n'ont pas la tête à la politique et je les comprends. Néanmoins, faire taire la démocratie reviendrait à tuer une seconde fois les victimes du Bataclan. La démocratie doit être une réponse à la barbarie et c'est pour ça qu'il est

extrêmement important que les Français se déplacent massivement dans les urnes le 6 et le 13 décembre prochain, pour manifester leur attachement à nos institutions, à nos valeurs, à nos principes. Une participation massive ne sera pas la victoire d'un parti ou d'un autre mais la victoire du peuple français en réponse à ceux qui veulent tuer notre démocratie.

En Corse, comme dans d'autres régions françaises, le Front National représente un espoir de changement. Nous devons nous mobiliser ; vous devez vous mobiliser derrière Christophe Canioni et profiter de cette élection pour commencer d'indiquer aux Français qu'un nouveau monde s'ouvre pour eux.

Mes chers amis, après le 13 novembre plus rien ne sera comme avant. On le sent partout dans le pays et ici aussi en Corse. Je crois qu'un grand vent de lucidité balaie les préjugés et les idées reçues. Au fil de son histoire, le peuple français s'est toujours réveillé lors de circonstances exceptionnelles. Nous vivons aujourd'hui l'un de ces moments où chaque Français se sent français et entend défendre cette spécificité. Notre roman national nous enseigne cette leçon et le Front National en avait fait l'un de ses slogans : « Unis, les Français sont invincibles ». Rassemblés autour de nos trois couleurs immortelles et de nos valeurs universelles, les Français peuvent conquérir le monde, fiers d'eux-mêmes, de leur identité, de leurs racines. Les Français n'ont peur de rien et sont capables de tout.

Nous reprenons conscience de ce que veut dire communauté nationale, la seule communauté possible, la seule communauté existante. La seule parce que profondément inscrite dans l'esprit de chacun. Réflexe naturel de peuple solidaire ayant progressivement battu son unité et son identité dans l'histoire de France. Les attentats du 13 novembre nous ont apporté cette confirmation : quand les nôtres sont touchés, c'est toute la famille de France qui pleure. Quand les fils et les filles de France sont attaqués, c'est toute la nation qui se lève pour appeler à la vengeance. Nous ne ressentons pas la même chose quand nos voisins et amis européens sont touchés, et c'est bien naturel. Nous pouvons avoir, bien sûr, et nous en avons, de la compassion

mais la douleur n'est pas la même. La tristesse est toute autre quand il s'agit de son peuple, de son pays, de ses proches.

La mondialisation conquérante et l'europhisme n'ont pas pu effacer ce sentiment d'appartenance à la nation, et c'est une sacrée bonne nouvelle. Le communautarisme n'a eu pour résultat que de diviser les Français, les opposer les uns aux autres, morceler notre pacte républicain sur des considérations religieuses ou ethniques. La communauté nationale rassemble tous les enfants de France, quelles que soient leurs couleurs, leurs confessions, leurs croyances, leurs origines. Comme écrivait Jacques Bainville : « mieux qu'une race, le peuple français est une nation ».

*[Applaudissements du public]*

Une belle et grande nation qui rassemble des Bretons depuis 1532, des Martiniquais depuis 1635, des Corses depuis 1768, des Niçois depuis 1860. Une nation qui reconnaît les identités régionales et, notamment, celle de la Corse parce qu'elles sont sa richesse. Belle, sauvage, fière, impétueuse, fascinante et parfois déroutante, la Corse est une terre de France par excellence.

*[Applaudissements du public]*

Mais la Corse ne serait qu'une petite île méditerranéenne sans la France, et la France ne mériterait pas son titre de grande nation sans l'île de beauté.

*[Applaudissements du public]*

Vous êtes fiers d'être Corse, et vous êtes fiers d'être Français comme je suis fière d'être à la fois Bretonne et Landaise. C'est la seule diversité que je conçois dans notre pays.

*[Applaudissements du public]*

Pas celle prônée par Najat Vallaud-Belkacem. Que nous vivions à Lille, Ajaccio, Strasbourg ou Quimper nous sommes entre nous solidaires, fiers d'être de la même grande famille nationale de France. Nous pleurons ceux d'entre nous qui sont tombés parce que nous nous reconnaissons en eux, membres d'un même peuple. Contrairement à ce qu'on nous a raconté pendant des décennies, jusqu'à faire penser aux Français que la France n'était plus rien, nous redécouvrons que la France a une grandeur, qu'elle est porteuse de valeurs universelles et que nous devons la chérir.

Elle est notre bien commun, notre maison à bâtir et notre avenir à dessiner, notre boussole dans la tempête, notre bouclier aussi. La France demeure une grande nation, celle de ses hommes illustres qui l'ont façonné par le glaive, la plume ou la charrue. Celle de ces millions d'anonymes qui ont défendu ses frontières et ses valeurs ici, et au bout du monde. Je compte sur tous les Français. Je compte sur chacune et chacun d'entre vous, nos anciens et nos jeunes, ceux des villes et des campagnes, vous artisans, commerçants, agriculteurs, pêcheurs, chercheurs, médecins, enseignants, policiers et militaires, jeunes entrepreneurs pour que la France retrouve sa place si singulière : la première.

Je compte sur le génie français, notre soif de liberté, votre inventivité, votre créativité pour nous faire gagner cette guerre contre l'obscurantisme islamiste. Nous devons chérir tout ce qui fait la France !

*[Applaudissements du public]*

Nous devons renouer avec le patriotisme jeté aux oubliettes par des élites politiques irresponsables et francosceptiques. On nous a même reproché au Front National d'avoir capté le drapeau français ... Mais nous l'avons ramassé dans le caniveau où l'avait jeté la classe politique depuis des décennies !

*[Applaudissements du public]*

Nous n'allons pas quand même nous en excuser !

*[Applaudissements du public]*

C'est 365 jours par an que nous devons témoigner notre amour à la nation et non pas seulement après chaque drame. La Marseillaise, beaucoup la redécouvre et ses paroles vibrent pour eux. Notre hymne national était cantonné depuis quelques années aux enceintes sportives où certains footballeurs ne prennent même plus la peine de la chanter quand d'autres préfèrent lamentablement cracher dessus !

*[Applaudissements du public]*

Ah, alors cette Marseillaise elle retrouve une seconde jeunesse et renoue avec son message originel : celui de la lutte pour la liberté et de l'armée du Rhin pendant la révolution. La Marseillaise redevient pour les peuples du monde entier cet hymne à la liberté, ce chant de libération, cette volonté de briser les chaînes de la soumission et de l'oppression.

Le drapeau, beaucoup le redécouvre et se le réapproprie. C'est vrai qu'au Front National nous l'arborons avec fierté depuis des décennies mais je suis heureuse de voir tous ces Français exhiber nos trois couleurs avec fierté, heureuse de voir autant de bleu-blanc-rouge sur les balcons. Le drapeau tricolore était devenu ringard, vieillot, à cause du renoncement des dirigeants de droite et de gauche qui préféraient le remplacer par les étoiles de Bruxelles.

La réalité est là, elle leur saute aux yeux, les Français dans la douleur sont venus chercher nos symboles pour leur redonner vie. Au-delà des symboles, c'est une renaissance de la foi en la capacité de la France. Non, la France n'est pas ce petit pays caricaturé par des décennies de pensée unique et de mépris. Non, messieurs de la Commission Européenne, la France n'est pas cette petite province à vos ordres.

*[Applaudissements du public]*

Non, messieurs de la Banque Centrale Européenne de Francfort, la France n'est pas cette donnée statistique prête à accepter l'austérité. Non, messieurs de Washington, la France n'est pas votre vassal mais votre allié.

*[Applaudissements du public]*

La France peut, et doit, parler au monde entier si sa mission universelle est permanente, elle doit étonner le monde et être un phare, telle est sa vocation. La France est une nation millénaire qui porte en elle les solutions de son redressement. Rappelons-nous qui nous sommes et assumons enfin nos forces et nos atouts. Nous sommes la cinquième puissance économique du monde. Nous sommes membres du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Nous sommes une puissance nucléaire. Nous avons l'une des rares armées au monde à pouvoir intervenir de manière autonome partout. Nous sommes la deuxième plus grande zone économique maritime du monde. Notre langue, qui devait s'effacer devant le mondialiste « Globish », sera l'outil de l'avenir avec 700 000 000 de locuteurs francophones. Le Français est la deuxième langue la plus enseignée dans le monde derrière l'Anglais. La France possède le deuxième plus grand réseau diplomatique derrière les États-Unis. Nous sommes la première destination touristique au monde alors n'écoutez pas ces oiseaux de malheur, ces apôtres de la décroissance nationale, ces déclinologues de salon : la France tient toujours son rang de grande puissance. Il faut qu'elle puisse le tenir dans les années à venir, il en va désormais de sa sécurité. Il faut aussi que le peuple se réapproprie son propre pays, et arrête d'être des lions dirigés par des ânes !

*[Applaudissements et cris du public]*

Ah bien sûr il y a encore beaucoup de travail à faire pour renforcer ces sentiments positifs qui réservent le cœur des Français, continuer à convaincre sur ce qui nous apparaît à deux évident mais l'est pas forcément pour tout le monde. Le patriotisme il ne pousse pas naturellement, il se

construit, il s'enseigne tous les jours dans les écoles, dans les entreprises, au bistrot, au stade, il se transmet à nos enfants. Il se soigne à coup de grandes messes nationales, il se renforce dans les épreuves.

En oubliant le patriotisme je crois que les Français ont oublié qui ils étaient. Le multiculturalisme a tenté de remplacer ce que nous sommes, idéologie, vous savez, absurde qui a tenté de ruiner notre identité. Le multiculturalisme c'est la négation profonde de ce que nous sommes. C'est la volonté manifeste de remplacer nos coutumes, notre mode de vie, nos traditions, nos identités locales par une utopie. Je l'avais annoncé, les sociétés multiculturelles deviennent des sociétés multi conflictuelles. C'est pour cela que le Front National est un farouche défenseur de l'assimilation républicaine.

L'assimilation n'est pas le rejet de l'autre, de l'étranger comme aiment à caricaturer nos adversaires adorent du vivre ensemble et de la préférence étrangère. L'assimilation renforce et soude la communauté nationale en étant ferme sur les conditions d'accueil de celles et ceux qui souhaitent vivre sur notre sol. Être Français s'hérite, ou se mérite.

*[Applaudissements du public]*

Alors, désolée de rappeler ce qui va vous apparaître logique : pour mériter la nationalité française, il faut parler français, manger français, vivre français, il faut respecter ses lois, faire sienne son histoire, intégrer ses valeurs.

Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy ose nous prêcher qu'il n'y aurait pas d'identité heureuse dans une société multiculturelle. Ah, ce Nicolas Sarkozy. Il ose décidément tout. Pendant son quinquennat désastreux il n'a eu de cesse de favoriser le développement du communautarisme en bradant la nationalité française avec la naturalisation de 500 000 étrangers et la régularisation de 1 000 000 d'immigrés.

*[Sifflements du public]*

Il voulait même inscrire le communautarisme dans la Constitution, je m'en souviens moi. Nicolas Sarkozy rendra un fier service aux Français en se taisant, une bonne fois pour toutes.

*[Applaudissements du public]*

Ils ont assez subi, je crois, les conséquences de sa politique entre 2007 et 2012 pour maintenant endurer ses propositions anti-sarkozistes. Les attentats du 13 novembre ont aussi mis en lumière l'incapacité, voire l'inutilité, de l'Europe, pardon. Ils nous avaient vendu « l'Europe, c'est la paix », « l'Europe, c'est la croissance », le bonheur universel. Résultat, nous avons reçu la désinstrualisation, l'appauvrissement généralisé, l'austérité, l'immigration massive et incontrôlée et le terrorisme islamiste. On a trop dit que l'Europe pouvait tout et que la France ne pouvait plus rien. Résultat, on a détruit la France sans, évidemment, reconstruire en Europe parce qu'il y a trop d'intérêts divergents en Europe et que l'Europe n'est que la somme des nations. Elle est là la réalité.

Nous nous sommes mis en position de faiblesse, de vulnérabilité, dépendants de pays qui n'avaient pas les moyens d'assurer notre sécurité. Comment pouvons-nous faire confiance aux frontières grecques, pardon, qui ont laissé passer deux kamikazes du stade de France qui s'étaient infiltrés parmi les migrants ? Mais, est-ce qu'on peut leur en vouloir ?

1 000 000 de migrants sont arrivés dans l'Union européenne cette année et 3 000 000 sont prévus par la Commission européenne d'ici 2017, c'est-à-dire en 2016. Hé oui, comment faire confiance [...]

*[Applaudissements du public]*

[...] à la Grèce qui est submergée et qui, évidemment, n'arrive pas à faire face ? Comment faire confiance aussi à l'Allemagne qui ne regarde que ses intérêts économiques en ouvrant ses frontières à 800 000 clandestins avant

de se rétracter quelques jours plus tard ? Que va faire l'Allemagne ? Mais je vous l'annonce, moi. Ils vont faire le tri, ils vont choisir les migrants qui les intéressent parce que, vous comprenez, madame Merkel considère que, bon, les travailleurs de l'Est c'est bien gentil mais enfin ils commencent à être chers. Si on pouvait trouver de la main-d'œuvre encore moins chère que les travailleurs des pays de l'Est bah tiens, aller, quelques Syriens, quelques Soudanais qui accepteraient de travailler pour des sommes dérisoires puisque, contrairement à ce qu'on nous a vendu, le salaire minimum en Allemagne en réalité a été mis en œuvre sauf dans l'ensemble des filières qui sont en concurrence directe avec les nôtres et notamment, sauf dans l'agriculture.

Mais que font les autres ? Ceux dont l'Allemagne ne voudra pas mais qui auront obtenu le droit de résider légalement dans l'Union européenne ? Et bien ils iront tenter leur chance ailleurs, peut-être dans un des pays d'Europe les plus généreux, le nôtre, il y a des chances. Donc je n'ai pas envie de faire confiance à l'Allemagne.

Nous ne pouvons en réalité, mes chers amis, être sûrs que de nous-mêmes, de nos frontières, si le gouvernement consentait à opérer un véritable contrôle ; de nos services de renseignement, à condition qu'ils soient en lien, entre autres, avec les services syriens, pour nous informer de la présence de Djihadistes sur notre territoire ; de nos forces de police et de gendarmerie, à condition de leur donner les moyens matériels et humains pour effectuer leurs missions. Il est indispensable de regonfler les effectifs torpillés de 12 500 postes par Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2012 ; [...]

*[Applaudissements du public]*

[...] de notre armée désossée par le même Nicolas Sarkozy qui a supprimé 54 000 postes en cinq ans. Oui, la France peut et la France doit. La France ne doit plus être tributaire des États-Unis, de l'Allemagne ou de Bruxelles et se laisser dicter sa politique. Oui la France peut, cette redécouverte amènera bien sûr à des changements de caps radicaux sur la question des frontières et

puis largement sur la notion d'indépendance, indépendance dans les domaines régaliens mais indépendance économique aussi pardon, et ce n'est pas l'indépendance pour l'indépendance mais l'indépendance pour le bien du peuple. Pour moi, l'indépendance et la souveraineté ne sont pas des fonds de commerce, ce n'est pas une doctrine à laquelle je m'accroche coûte que coûte. Je les défends et milite pour elle car elles constituent des outils de liberté. C'est le seul moyen de protéger les Français, c'est aussi simple que ça, parce que nous sommes les mieux placés pour savoir ce qui est bon pour nous. Nous devons retrouver tous les moyens d'agir. Des décisions prises par le peuple lui-même seront toujours mieux acceptées que des décisions prises par d'autres. La solidarité, le consentement à l'impôt ne seront possibles qu'à l'intérieur d'un même peuple. Tout ça est extrêmement simple et de bon sens, mais nous en étions sacrement éloignés.

Il est grand temps de revenir aux fondamentaux et je crois que les Français y sont prêts. Mais nous avons besoin d'un changement de logiciel et en finir avec les idéaux d'une classe politique qui a échoué dans tous les domaines. Ils échoueront encore demain, soyez-en sûr, les derniers chiffres du chômage en octobre nous en donnent une nouvelle illustration. Or, on nous dit beaucoup que François Hollande, sous la pression des événements, prend dans nos propositions ; c'est un peu vrai mais un peu exagéré aussi parce qu'il faut regarder ce qu'ils font vraiment au-delà des déclarations d'intention. Derrière la com, les perquisitions médiatiques et les découvertes d'armes on découvre une absence de volonté d'agir efficacement. Je vous l'ai dit, le bilan est maigre hein. Très peu de déchéance de nationalité, ah si monsieur Cazeneuve a fait une grande envolée pour nous dire que il avait demandé quelques déchéances, cinq je pense, quelque chose comme ça, et les mosquées deux fermées ...

*[Rires du public]*

Les frontières sont très mal contrôlées et c'est normal, nous n'avons plus de douaniers, nous n'avons plus de postes de frontière. Moi je veux bien qu'on contrôle les frontières, mais ça ne peut être évidemment qu'un contrôle qui soit un contrôle extrêmement léger ou ciblé : il n'y a plus de postes aux

frontières. Alors, il paraît qu'il a empêché 1000 personnes d'arriver, en quinze jours, vous imaginez tout ce qui est arrivé avant alors ...

*[Rires du public]*

C'est encore une fois très inquiétant. Et tout ce qui va arriver après parce qu'encore une fois, je vous le rappelle, il s'agit ici que de contrôler les frontières pour la COP 21. Je suppose que dans les 1000 qui ont été interdits de rentrer il y avait surtout d'ailleurs des adversaires des multinationales, ou je ne sais quel saadiste ou antimondialiste qui venait manifester pour la COP 21. Après la COP 21, les frontières seront à nouveau totalement ouvertes. Elle est là la terrible réalité : une fois le gratin international parti, le peuple français sera de nouveau livré à lui-même, avec les mêmes frontières passoirs qui seront traversées par toujours plus d'immigrés clandestins où se cacheront toujours plus de terroristes. François Hollande a beau changer de lunettes, il ne voit toujours pas les dangers que sont l'immigration massive, l'islamisme et le communautarisme. Il reste figé sur ses conceptions archaïques et dramatiques, ouvrir nos frontières à la déferlante migratoire et croire à l'utopie des frontières européennes qui nous offre chaque jour le spectacle de leur porosité, ânonnées sur le vivre ensemble, qui dans de trop nombreux quartiers est devenu le « vivre comme eux ».

*[Applaudissements du public]*

Nous avons un point commun, nous avons tous été enfants. Vous vous souvenez du jeu « Jackadi a dit » ?

*[Rires du public]*

Bah Hollande il joue à « Merkeladi a dit ».

*[Applaudissements et rires du public]*

Merkeladi a dit : « ouvre les frontières ! », Il a ouvert les frontières.  
Merkeladi a dit : « euh referme les frontières ! », il a refermé les frontières.  
« Ouvre les frontières ! », nan là il fallait pas les ouvrir.

*[Rires du public]*

Donc Merkeladi a dit qu'après la COP 21 il faudra rouvrir à nouveau les frontières.

L'UMP et le PS sont en réalité beaucoup trop englués dans ce refus de la France pour arriver à cette grande vision de la politique que nous appelons de nos vœux. Je crois, sérieusement, qu'il n'y a qu'au Front National que nous pouvons délivrer les Français de ces utopies parce que nous sommes les seuls à n'avoir jamais succombé au nouvel ordre post national. Nous avons toujours défendu bec et ongles la nation car elle demeure la seule réalité pour assurer la sécurité et la prospérité des Français et pour défendre notre identité. On ne peut pas changer de vision avec des gens qui sont aveugles depuis toujours. Sarkozy, pas plus qu'Hollande, ne prend la mesure des changements qui sont en train de se dérouler.

Bon, Nicolas Sarkozy, je vous l'ai dit, lui il est disqualifié en tout hein. Sécurité, alors là c'est épouvantable, diminution des effectifs, les douanes, l'immigration, il a fait entrer 200 000 étrangers légalement en France chaque année pendant son mandat, la politique étrangère c'est une épouvante. Toutes les erreurs ont été commises, vous vous souvenez il avait pris Bernard-Henri-Lévy comme ministre des Affaires étrangères ...

*[Applaudissement et rires du public]*

Oui mais, le problème c'est que nous n'avons pas fini de payer les conséquences cataclysmiques de son intervention en Libye et, écoutez-moi bien, nous aurons l'occasion de reparler dans les semaines et les mois qui viennent de la Libye et des conséquences catastrophiques de l'arrivée au

pouvoir des fondamentalistes islamistes qui a été autorisée par l'intervention de Nicolas Sarkozy.

La réalité c'est que pour changer cette politique il faut avoir le courage de changer les hommes au pouvoir. C'est pas tellement un problème de lois, les lois dans l'ensemble nous les avons, ce sont les hommes qui doivent changer. Même avec les moyens militaires ou policiers que nous avons nous pourrions nous en sortir, le tout c'est de donner les instructions politiques car bien souvent les policiers sont au bon endroit, ils savent exactement ce qu'ils doivent faire mais on leur donne l'ordre de ne pas bouger, de rester et d'être spectateur passif de ce qui se déroule. Oui, pour changer de politique il faut avoir le courage de changer les hommes au pouvoir parce que trop c'est trop ou, comme on dit en Corse, « U troppu stroppia ».

*[Applaudissements du public]*

Et bien ça commence les 6 et 13 décembre prochain en Corse avec les élections territoriales. Ici en Corse, la liste sera menée par Christophe Canioni. Je vous demande de lui faire confiance et de vous démener d'ici les élections pour faire un score canon !

*[Applaudissements du public]*

Ah, bien sûr, nous ne sommes pas de la race des menteurs. Je vais pas vous dire que la collectivité territoriale de Corse pourra tout faire parce que ce serait faux. Mais une victoire du Front National serait déjà un très beau signal et une lueur d'espoir avant les échéances capitales de 2017 qui décideront de la destinée de notre pays. Mes chers amis, il reste une semaine avant le premier tour des élections territoriales, une semaine pour convaincre, une semaine pour militer, une semaine pour aller chercher la victoire, une semaine pour amorcer ce changement tant attendu par nos compatriotes. Allez chercher celles et ceux qui n'y croient plus, les abstentionnistes, celles et ceux qui désespèrent et qui n'attendent plus rien de la politique. Dites-leur que renoncer c'est s'avouer vaincu, dites-leur

qu'un grand changement est possible. Les 6 et 13 décembre, faites triompher fièrement la démocratie. Les 6 et 13 décembre, votez pour une Corse Bleu Marine avec Christophe Canioni ! Vive la Corse, Vive la France !

*[Applaudissements du public]*

---

Lien : <http://www.frontnational.com/videos/marine-le-pen-en-meeting-en-corse/>



#### 4. Discours de Marine Le Pen à Lille le 30 novembre

##### 2015 : retranscription manuelle

*[Entrée sur scène et le public acclame Marine]*

Mesdames et messieurs, chers amis, chers internautes qui nous suivent, à qui je demande de partager d'ailleurs le lien du direct avec le plus grand nombre, et je vous le dis de manière non convenue, mes chers, mes très chers compatriotes.

*[Applaudissements du public]*

Permettez-moi de vous confier combien je suis heureuse d'être parmi vous ce soir, dans cette ambiance chaleureuse qui est la marque, le charme, nous nous le savons bien de notre belle et grande région qui est aussi le propre des gens du Nord.

*[Applaudissements et cris du public]*

Je voulais vous dire, en cette période où une tristesse infinie continue de nous étreindre, il nous a semblé important et même plus que jamais nécessaire de nous retrouver, de communier ensemble et d'échanger afin de poursuivre debout et sans faillir la route que nous indique la mémoire de nos morts, l'impératif du combat et le devoir envers la République et la patrie. Comme chacun d'entre nous, comme chaque Français, nous sommes en cet instant partagés entre le chagrin et la colère. Le chagrin pour toutes ses vies brisées, pour toutes ses souffrances innocentes et inutiles, pour ses sourires figés qui n'éclaireront plus la vie de leurs proches, pour ses familles détruites à jamais qui ont porté en terre un ou plusieurs enfants. Pour tous ceux qui porteront à jamais dans leur chair ou leur âme la marque de cette effroyable soirée. C'est le chagrin de voir dans les yeux de nos enfants la terreur qu'inspire légitimement le spectre de la guerre, d'une guerre d'une

bestialité sans nom, d'une guerre longue et douloureuse qui nous est imposée par une barbarie qui a pu prendre pied jusque dans nos murs.

Qui pouvait croire que les paroles de notre hymne national « ils viennent jusque dans nos bras, égorgez nos fils et nos compagnes » trouveraient au 21<sup>ème</sup> siècle une nouvelle et épouvantable résonnance ?

C'est le chagrin, de savoir que pour la France et son peuple le temps de l'insouciance heureuse est bel et bien révolue. Rien ne sera plus comme avant. Rien ne doit plus être comme avant. Comment ne pas constater que la liberté et le droit à l'existence des peuples ne vont jamais de soi et que comme nous le redoutions depuis longtemps notre beau pays est pour une part à reconquérir ?

Le soir des événements j'ai fait part de ce que j'ai appelé ma colère froide qui était le sentiment que m'inspirait instinctivement la situation à laquelle nous assistions dix mois après le massacre de Charlie Hebdo. Le respect des victimes comme le sens des responsabilités appelait une certaine réserve. Le souvenir de nos morts comme notre irrépressible chagrin exige aujourd'hui lucidité dans l'analyse et clairvoyance dans l'action : un chef de parti, ancien chef de l'État, a osé regretter plusieurs décennies perdues. A-t-il oublié que sa famille politico gère le pays depuis 40 ans et que lui-même, comme ministre de l'Intérieur et comme président de la République, avait exercé le pouvoir pendant une décennie ? Une décennie, effectivement, perdue. Coulibaly, Kouachi, Mérah, comme les autres assassins du Bataclan sont les enfants que leurs errements font naître.

*[Applaudissements du public]*

Nous allons dire des choses ce soir désagréables aux oreilles du pouvoir, et pourtant c'est notre devoir de le dire. Ces événements sont le résultat de leur folle politique d'immigration, menée sans discernements, et qu'ils ont aggravé par l'abandon du principe d'assimilation.

*[Applaudissements et cris puissants du public]*

L'abandon du principe d'assimilation, ce principe républicain qui faisait des nouveaux entrants des Français de cœur et d'âme. Ces événements posent la question du regroupement familial qui ne permet pas d'individualiser le droit à l'immigration, qui est devenu un droit collectif et donc, par nature, incontrôlable. Ce droit au regroupement familial donne le sentiment qu'il suffit pour s'installer chez nous de pousser la porte avec armes et bagages, et parfois avec un peu de bagages et de vraies armes.

*[Applaudissements du public]*

Ces événements, ils mettent en cause le droit d'asile actuel, dont les migrants terroristes du stade de France et les jungles bouillonnantes de Calais et d'ailleurs témoignent des funestes conséquences. La plupart des terroristes, c'est un fait, sont les enfants d'un code de la nationalité absurde, qui relègue notre nationalité au rang de simple situation administrative et qui explique que des Français malgré eux tirent au pistolet mitrailleur sur d'autres Français dans les rues de Paris.

*[Applaudissements du public]*

Mais ces monstres, qui ont agi à Toulouse ou au Bataclan sont aussi les enfants du droit à la différence, de la culture de l'excuse, du laxisme judiciaire, de la faillite carcérale, de la dérive de notre éducation qui n'a plus de national que le nom.

*[Applaudissements du public]*

Derrière ces politiques dont on mesure aujourd'hui la profonde venimosité il y a l'idéologie 68tarde qui interdisait d'interdire. Il y a le sans-frontiérisme, qui exigeait d'abaisser les protections naturelles de nos Etats. Il y a l'esprit de repentance, qui commandait d'empoisonner sciemment partout tout le temps à tout propos l'image de la France, son histoire, et la qualité de

Français. L'aveuglement idéologique, ou peut-être tout simplement la nullité politique de la caste, a conduit au désarmement moral de la nation, à la déliquescence de nos systèmes de défense (police, armée, justice), au sabotage autorisé de l'autorité de l'Etat.

Lorsque j'étais étudiante en droit, je m'étonnais de l'insistance de nos textes fondateurs, comme la Constitution, à exiger du chef de l'Etat le maintien de l'intégrité territoriale, ou à réaffirmer par exemple le caractère laïque de la République. Les constituants connaissaient bien le marais politique. Par lâcheté, le gouvernant de l'UMPS hier de l'herpès aujourd'hui ont livré notre république à de nouvelles féodalités, abandonnant des parts de territoire entier à des voyous, et nos valeurs de laïcité à des revendications religieuses toujours plus provocantes. Véritable roi fainéant, nos dirigeants ont délégué, ou plutôt abandonné, la défense du territoire à l'Europe et à l'intérieur ils ont maintenu plutôt mal que bien la paix civile, non par la loi de la République mais en la monnayant à des mafias, à des groupes religieux, à des autorités téléguidées de l'étranger.

*[inaudible]* diplomatique, leur manque de jugement ou leur suivisme les a poussé à fermer les yeux sur les agissement de pays islamistes prosélytes comme le Qatar, l'Arabie Saoudite (*sifflements et huement*) ou, cela ne fait plus de doute pour personne, sur l'attitude hypocrite de la Turquie d'Erdogan.

*[Applaudissements du public]*

Cette absence de vision haute en matière géopolitique aboutit au chaos irakien, libyen, syrien avec les conséquences humanitaires, politiques, militaires et migratoires que le monde et l'Europe subissent aujourd'hui. Depuis 40 ans, nos dirigeants droite et gauche confondus n'ont exercé le pouvoir que pour en jouir et pour couvrir de belles paroles et de mensonges enrubannés des actes dont nous ne pouvons que constater aujourd'hui les terribles conséquences. Le 13 novembre est le révélateur de toutes ces erreurs accumulées, de toutes ces fautes morales et politiques, de ces

erements et de ces reniements. Mais l'enquête sur les attentats fait surgir dans tout le pays d'autres questions : pourquoi ce temps perdu ? Qu'a-t-on fait depuis les attentats de Mérah, le massacre de Charlie Hebdo, de l'hyper casher, la décapitation de Saint-Quentin-Fallavier ou la tentative de tuerie dans le Thalys.

Inutile de revenir sur les dysfonctionnements continus et les omissions inexplicables que livre chaque jour le déroulé de l'enquête. Les négligences ont été manifestes et répétées, pour ne pas dire permanentes. L'accumulation de ces failles et de ces fautes fait de ce naufrage sécuritaire un cas d'école. Plus grave, les Français s'aperçoivent que non seulement le gouvernement n'a rien fait, mais de surcroît il a menti pour cacher la réalité et c'est souvent, quand même, la marque des médiocres. Mensonges sur la théorie des loups solitaires, mensonges sur le contrôle des fichés S et leur nombre, mensonges sur la réalité de la coopération antiterroriste en Europe, mensonges sur le suivi des terroristes potentiels, mensonges sur le contrôle des trafics d'armes, mensonges sur le soi-disant engagement français anti-Daesh en Syrie. On nous a menti, sur toute la ligne. Bien sûr aujourd'hui nous voyons un président à l'air martial, droit comme un parapluie, multiplier les propos vengeurs contre Daesh.

*[Cris « Hollande démission » et applaudissements du public]*

Nous voyons le Premier ministre, VRP de l'indignation permanente dans son exercice favori de coup de menton médiatique et des emportements d'assemblée. Nous voyons un ministre de l'intérieur annoncer une avalanche de réunions. La raideur de l'allure ne fait pas la fermeté de l'action.

*[Applaudissements du public]*

La véhémence du ton ne fait pas la détermination pas plus que l'air pénétré d'un ministre ou d'un président désolé ne fait l'intelligence de l'analyse ni la justesse de l'action. Certes, l'enquête sur les attentats progresse de

manière très professionnelle. Elle est le fait de nos services de police dont on mesure la compétence depuis les premiers instants du drame.

*[Applaudissements du public]*

Le reste, c'est-à-dire ce qu'il relève du politique continue de ressembler à du rafistolage, à de la communication, à de la posture, à de l'imposture. François Hollande a qualifié la situation de « guerre » : il s'est présenté comme un chef de guerre.

*[Huement du public]*

D'une guerre au terrorisme. Faut-il lui rappeler que le terrorisme n'est pas une cause, mais un moyen ? Peut être conscient de l'absurdité du propos il se reprend et prétend maintenant mener la guerre à Daesh. Il oublie que Daesh n'est qu'une organisation parmi tant d'autres, dans une guerre mondiale idéologique qui nous oppose au fondamentalisme islamiste. C'est à dire concrètement des idéologies politico-religieuses sectaires comme le wahhabisme, le salafisme et les frères musulmans. Bref.

*[Applaudissements du public]*

François Hollande apparaît d'entrée comme un chef de guerre qui n'a toujours pas pris la mesure de l'adversaire, qui se tient à une vision réductrice de l'ennemi et dont la stratégie n'englobe aucunement l'intégralité du champ de bataille. En clair il n'a toujours pas intégré l'idée qu'il ne suffit pas de détruire l'Etat islamique pour vaincre, et que cette victoire ne peut être simplement militaire. Il n'a pas compris qu'il ne peut continuer, obéissant ainsi aux ordres de Barack Obama, à poser des conditions préalables en Syrie pour une coalition internationale anti-Daesh. Pas davantage qu'il ne peut espérer pour allier militaire la Russie, et en même temps lui infliger un embargo économique.

*[Applaudissements et huement du public]*

Pour avoir ignoré le principe de réalité qui est la règle en matière de politique étrangère et de stratégie militaire, sa tournée diplomatique n'a eu pour résultat qu'une coalition de compassion, qui a seulement contribué à meubler les heures d'antenne des télévisions continues.

*[Applaudissements du public]*

Quant à l'échelon européen, il ne s'est rien passé. Que des réunions sans effet. Aucun de nos dirigeants n'a seulement osé remettre en question, même oralement, les dogmes sur lesquels Bruxelles organise le démantèlement de nos nations. Au niveau gouvernemental, le bilan en termes de résultats concrets n'est guère plus brillant : Monsieur Cazeneuve prétend avoir donné de la voix devant ses homologues européens, la belle affaire. Pour l'instant, nous restons prisonniers du bide des frontières extérieures. Monsieur Cazeneuve nous dit avoir fermé deux lieux de culte, il en reste 98 répertoriés comme foyer de haine religieuse.

*[Applaudissements du public]*

Monsieur Cazeneuve s'est glorifié, car il n'est pas très modeste hein, de 2000 perquisitions lorsqu'il y a entre 11 000 et 20 000 fichés S. On n'arrive pas à savoir parce que les uns disent 11 000, les autres 20 000, et que l'Etat, les collectivités locales, les sociétés de transport public, les sociétés de sécurité privée sont infiltrés de djihadistes potentiels dont rien ne dit qu'ils ne passeront pas à l'acte avec les moyens mis à leur disposition par la puissance publique.

L'information comme quoi, sur des avions, avaient été retrouvées au niveau des clapets d'essence des inscriptions dont un certain nombre « Allahu Akbar » n'a semble-t-il inquiété personne, ou pas assez. Mais surtout, Monsieur Cazeneuve croit apparaître comme un homme sérieux et efficace lorsqu'il annonce fièrement que les contrôles aux frontières auraient permis en 15 jours de refouler 1000 personnes présentant un danger pour la

sécurité. Mais, ce chiffre ne fait que mettre en lumière, s'il en était encore besoin, sa triste incompetence lui qui déclarait sur RTL le 14 septembre 2015 que le rétablissement aux frontières du pays était, je cite, « stupide ».

Puisque le ministre de l'Intérieur est dans les qualificatifs, comment nommer ce qui a permis aux terroristes migrants, aux fichés S et même à des personnes sous contrôle judiciaire de circuler librement dans toute l'Europe, d'aller et venir, acheter sans contrôle des détonateurs sur le marché français pour perpétrer leur tuerie en plein Paris ? Si l'on reprend la statistique dont se vante Bernard Cazeneuve selon laquelle 1000 personnes présentant un danger auraient été refoulées en 15 jours, on peut penser que depuis les attentats de Paris il y a 10 mois (le 7 janvier 2015) ce sont donc 20 000 de ces personnes présentant un danger qui sont entrées, se sont installées ou ont transité en France ?!

*[Applaudissements du public]*

Je vais vous dire cette lecture appropriée de sa statistique devrait le conduire quand même à moins d'arrogance. À ce stade de négligence, à ce stade d'incompétence il est au moins possible de parler de responsabilité de nos gouvernants, et peut-être même compte tenu de l'ampleur des manquements d'une forme, oui, de culpabilité. L'ancien gouvernement savait et n'a rien fait. L'ancien gouvernement savait et a dissimulé son abstention coupable en faisant croire qu'il faisait. L'ancien gouvernement savait et a aggravé la menace avec des décisions irresponsables dictées par son aveuglement idéologique.

Alors c'est vrai, ce gouvernement est peut-être un peu plus que seulement responsable.

*[Applaudissements du public]*

En toute logique, je vous ai entendu tout à l'heure. Si nos dirigeants avaient, mais en sont-ils capables, une attitude juste, ils tiraient d'eux-mêmes les

conséquences de leurs échecs. Or, pour donner le change, à défaut d'être dans l'action et dans le résultat, ce gouvernement et ce président se confinent dans le symbole. C'est sans crainte du paradoxe qu'ils exhortent les Français à brandir le drapeau national, à invoquer la nation, eux qui appellent toujours à la logique postnationale, comprenez antinational de Bruxelles.

*[Applaudissements du public]*

Nous, nous faisons partie de ceux qui ne se sont jamais résignés. Hé oui. Nous croyons à la nation. La nation, nous l'avons toujours clamé, est le seul échelon d'appartenance qui garantisse la sécurité d'un peuple, son épanouissement culturel ou même simplement son indépendance.

*[Applaudissements du public]*

Nous, qui sommes viscéralement attachés à l'identité, nous savons que le sentiment d'appartenance est le plus fort, qu'il transcende toutes les constructions intellectuelles artificielles et bannit les vérités désincarnées. Attaqués parce que Français, nos compatriotes ont le réflexe de trouver refuge dans les plis du drapeau, ce drapeau qui symbolise notre nation, notre unité, notre liberté. C'est ce même drapeau bleu-blanc-rouge que nos dirigeants méprisaient, dont ils avaient honte.

*[Applaudissements du public]*

Nous, nous l'avons ramassé dans le ruisseau et n'avons jamais cessé de le porter haut et fier comme nous le portons dans notre coeur !

*[Applaudissements du public et les gens se lèvent en brandissant le drapeau français]*

Moi, j'oublie pas mes chers amis, ni vous d'ailleurs, c'est 1001 fois où la classe politique détournait les yeux et accordait une impunité totale à ceux

qui souillaient notre drapeau par des images, par des paroles ou par des chansons.

*[Applaudissements du public]*

Aujourd'hui, nous nous réjouissons sincèrement que les Français se le réapproprient collectivement et individuellement pour ce qu'il a toujours symbolisé à nos yeux : le symbole du pays, de la nation qui a fait de nous ce que nous sommes mais aussi aujourd'hui le symbole d'une France rassemblée, réaffirmée dans ses valeurs, d'une France debout face à l'ennemi. Notons aussi que, par un juste mais tragique retour de l'histoire, notre hymne national redevient dans le monde un chant de guerre contre l'oppression et l'obscurantisme.

*[Applaudissements du public]*

Ce rassemblement spontané de tous les Français, de toutes origines et de toute sensibilité autour de nos couleurs nationales, sans haine mais avec une grande détermination collective est une formidable réaction de notre peuple qui, dans l'épreuve, doit faire notre fierté.

*[Applaudissements du public]*

Richelieu, le grand homme d'État, disait « une politique ça ne s'improvise pas, ça se médite ». C'est toute la logique d'état qu'il nous faut réorienter. Le réarmement moral de la nation doit être entrepris de même que la restauration de l'autorité de l'Etat, de ses moyens d'action, le soutien sans faille à ses agents. Le cadre européen doit être renégocié, à commencer par le traité de Schengen pour un retour de nos frontières nationales.

*[Applaudissements et cris du public]*

Les lois, et des peines en matières pénales doivent retrouver une valeur et donc une application effective, tout particulièrement pour fait de terrorisme.

Notre système carcéral doit être repensé. L'immigration et les naturalisations doivent faire l'objet d'un moratoire immédiat, en attendant une réforme du code de la nationalité. L'abrogation de l'aide médicale d'Etat, une restriction du droit d'accès et d'asile sur notre territoire. J'attends toujours l'annonce par Manuel Valls de l'arrêt de l'accueil de nouveaux migrants.

*[Rires et huement du public]*

Les territoires perdus de la République, les zones de non-droit, les jungles, les cités prises en otage par les mafias doivent être reconquis sans aucune exception par l'autorité républicaine !

*[Applaudissements et cris du public]*

Les règles de la laïcité doivent être réaffirmées concrètement et doivent s'imposer à tous. Un contrôle de l'égalité stricte doit porter sur les décisions des communes, au regard de la loi de 1905 et sur les subventions culturelles ou communautaristes.

Il convient à ce propos de destituer sans attendre tous les dirigeants actuels de la RATP qui ont pu croire facultatif d'interdire les comportements discriminatoires envers les femmes au sein d'une entreprise publique.

*[Applaudissements et cris du public]*

Les incriminations de guerre, puisque nous sommes en guerre, comme la trahison, l'intelligence avec l'ennemi et les sanctions qui vont avec, notamment l'indignité nationale, la privation des droits y compris parentaux, doivent être activés. Les délinquants étrangers, les clandestins et les prêcheurs de haine doivent systématiquement être expulsés dans leur pays d'origine !

*[Applaudissements et cris du public]*

L'éducation nationale ne doit pas être exclue de cet aggiornamento. Les événements, on le voit, appellent en réalité une grande réforme de l'état, de nos politiques, de nos institutions européennes, de notre diplomatie et même d'une façon de gouverner qui a vécu, qui n'est plus vraiment adaptée au nouveau monde dans lequel l'histoire nous a projetés. Parce que le temps de la gestion molle est révolu. La situation exige de nos dirigeants une vision, des décisions et des actions. Tout cela passe par une réhabilitation du politique. Il n'y aura pas de changement sans changement des hommes.

*[Applaudissements du public]*

La réhabilitation du politique viendra avec des équipes nouvelles, des idées nouvelles, des pratiques nouvelles. Ce chemin, il revient en démocratie au peuple de l'indiquer. Par son choix, par son vote. Les 6 et 13 décembre, les élections régionales, nous le sentons tous, peuvent être une pierre au socle de l'édifice qu'il nous faut construire.

*[Applaudissements du public]*

Dans notre grande région, c'est une équipe nouvelle qui m'accompagnera. Cette équipe est diverse, représentative et porteuse de compétences et d'enthousiasme. Je sais combien elle a hâte de montrer ce qu'elle peut faire. Cette équipe présente aussi l'immense avantage d'être libre. Elle ne dépend d'aucun groupe de pression, d'aucune féodalité politique, territoriale ou économique. Elle ne devra son élection qu'au peuple et ne sera donc comptable de ses actions que devant lui, c'est-à-dire devant chacun des citoyens de la région !

*[Applaudissements et cris du public]*

Cette liberté d'action, mes amis, que nous donnent les citoyens est la garantie pour eux d'une gestion équitable, d'un traitement égal, de décision respectueuse des intérêts collectifs et individuels de tous. Nous n'arrivons

pas avec l'idée ou, plus exactement, l'immatunité que nous prêtent parfois nos détracteurs d'une sorte de grand soir, brouillon, illusoire et irresponsable. Chacun dans notre équipe mesure pleinement la charge qui lui incombe. Contrairement aux autres, qui vivent les mandats en petits marquis poudrés, nous professons qu'un élu n'est pas élu pour lui-même mais pour les autres.

*[Applaudissements et cris du public]*

Qu'un mandat donne plus de devoirs que de droits, qu'une écharpe n'a pas pour objet de flatter les égos mais de rappeler à celui qui la porte la charge que représente la confiance des électeurs.

*[Applaudissements et cris du public]*

Nous sommes des nationaux, et tout naturellement nous pensons que tous les Français, d'où qu'ils viennent, ont vocation à être associés à notre démarche, à nous rejoindre dans la réflexion et dans l'action. C'est le sens que nous avons donné à nos listes, que nous avons largement ouvertes à tous les citoyens de tout horizon. C'est le sens que nous donnerons à notre action à la tête de la région. Disons-le haut et fort : nous allons rompre avec les anciennes pratiques de clientélisme et de clanisme dont nous avons eu un bel exemple ce matin.

L'action publique n'est pas, ou plutôt, ne doit plus être l'action d'un clan mais celui de tous les hommes et femmes de bonne volonté qui souhaitent s'y associer. L'action publique doit intégrer en amont les vertus de l'intelligence collective, le devoir de l'écoute, la capacité de remise en cause sans laquelle il ne peut y avoir de culture du respect et de l'efficacité. La gestion publique est d'abord une gestion éthique.

*[Applaudissements et cris du public]*

Nous entendons, mes amis, gérer la région avec sérénité, avec responsabilité, avec humilité. Il n'y aura pas de chasse aux sorcières, mais l'association des compétences, des idées et des énergies. Il y aura un examen attentif de toutes les politiques car les électeurs attendent de nous des réformes en profondeur. Celles qui le doivent seront revues, ou abandonnées. Les autres seront améliorées, renforcées. D'autres actions nouvelles correspondant à des priorités régionales que nous nous sommes fixées seront instituées.

Assez naturellement la fusion des régions Picardie et Nord-Pas-De-Calais ouvre la voie à cette révision générale des politiques publiques. C'est un grand défi, mais c'est aussi un immense atout. Face à chaque situation l'exécutif aura le choix entre plusieurs solutions; la solution adoptée par la région Nord-Pas-De-Calais, la solution adoptée par la région Picardie, la synthèse des deux et bien j'en rajouterai une autre : la mise en place d'une solution nouvelle. Nous ne nous interdisons rien que l'inefficacité. Le seul objectif chiffré que nous nous soyons donné est l'engagement de faire de la région, à l'issue du mandat, l'une des moins imposées de France.

*[Applaudissements du public]*

Alors c'est vrai, aucune décision ne sera prise au hasard. Aucune action ne se mettra en place en vertu du laissez-faire ou du laissez-aller. Aucun choix ne sera arbitraire, ni laissé à l'humeur comme c'est trop souvent le cas de certaines logiques administratives. L'improvisation n'a pas sa place dans la gestion publique. Je souhaite que chaque action puisse être pensée, chaque décision puisse être expliquée. Nous voulons intégrer dans l'action publique la culture du résultat et le faire concrètement et c'est pourquoi je nommerai un vice-président chargé de l'évaluation des politiques publiques. Une sorte de Cour des Comptes, interne. Et bien, il aura pour mission par des audits, des études ou des auditions d'examiner le bilan coûts/avantages de toute action menée, de toutes les subventions délivrées, de toutes les politiques décidées.

*[Applaudissements du public]*

La pertinence de gestion, c'est aussi faire en sorte que les centaines de millions d'actions régionales servent en premier lieu de levier économique pour la région. Nous favoriserons le patriotisme économique dans les marchés publics et développerons les filières favorisant les circuits courts au profit des producteurs et des entrepreneurs locaux. Ça, c'est véritablement le seul choix écologique !

*[Applaudissements du public]*

Au moment où tous ceux qui imposent, depuis des années, leur vision du libre échange total sont réunis à la COP 21 pour déplorer les conséquences des causes qu'ils adorent.

*[Cris du public]*

Parce qu'il n'y a pas d'action économique viable, de qualité de vie et même de vie tout court sans sécurité. Nous mettrons l'accent sur la sécurisation du territoire régional. Le retour à l'ordre public à Calais, en exigeant de l'Etat l'application des lois républicaines !

*[Applaudissements et cris du public]*

La sécurisation des transports, avec la création d'une police régionale composée de fonctionnaires d'Etat que nous négocierons, comme cela c'est fait en Île-de-France à l'initiative du Front National, je le rappelle. La sécurisation des lycées en concertation avec les parents d'élèves et les proviseurs. Concertation, ouverture, rigueur de gestion. Nous voulons aussi gérer avec imagination en favorisant la création.

Le futur se construit aujourd'hui. Nous voulons inventer la région de demain, celle qui anticipera les grands champs de développement et de rayonnement de notre région. Nous nous appuierons sur nos atouts, à

commencer par notre position centrale sur un marché de dizaines de millions d'habitants dans un rayon de 300 kilomètres. Nous voulons valoriser notre façade maritime, pour que cette ouverture sur le monde profite à l'activité de l'arrière-pays et de la région tout entière alors que pour l'instant tout ceci est, tout de même, en jachère. À cette fin, nous créerons une université des métiers de la mer et accompagnerons les solutions d'intermodalité autour des transports fluviaux. Dans le même esprit, pour faire de l'excellence française un axe de rayonnement national et international, nous ferons de la région la région phare des métiers d'art. Le soutien à l'activité, à la recherche industrielle (hydrogène, plasturgie), à l'innovation agronomique, à la chimie du végétal sera complété par un appui des entreprises à l'export. En matière de création artistique, nous planterons en concertation avec les communes des pépinières d'artistes, qui seront des lieux de vie et de rayonnement culturel pour les créateurs de la région, nous les affranchirons du dictat des circuits marchands. Nous serons pour eux la/les relations de ceux qui n'en n'ont pas.

*[Applaudissements du public]*

Vous le voyez, vous l'avez compris, loin des caricatures, notre projet est solide, très solide. Il est, comme disait le général De Gaulle pour caractériser une bonne politique, « réaliste et réalisable ». Notre projet n'a d'ailleurs pas suscité de critiques majeures de la part d'adversaires qui ne manquent pourtant pas d'imagination et parfois même de mauvaise foi pour instruire des procès contre nous. Nous l'appliquerons, comme nos amis Briois et Briffaut mettent en oeuvre dans leur commune, avec un assentiment populaire dont les dernières élections ont largement témoigné d'ailleurs.

*[Applaudissements du public]*

Oui vous pouvez les féliciter je crois ! Cette élection régionale, mesdames et messieurs, peut être un tournant. Pour la région, bien sûr, qui doit connaître une alternance tant espérée mais surtout une alternance si nécessaire. Je vous invite à battre le rappel, dans les cinq ultimes jours qui nous séparent

du premier tour. C'est le 6 décembre. C'est au soir du premier tour que se créera la dynamique de la victoire. Aucune élection n'est gagnée d'avance ! Aucune voix ne doit manquer !

*[Applaudissements du public]*

Nous vivons mes amis des moments particuliers pour notre pays où nous sentons bien que rien n'est plus comme avant, où nous sentons bien que la gravité doit définitivement l'emporter sur la frivolité politique et le sens du devoir sur les basses combinaisons, ces basses combinaisons de fusion entre listes UMP et PS qui transpirent de partout et visent à trahir les électeurs avant même qu'ils aient voté. Je les plains ces électeurs de droite et de gauche qui seront les dindons de la farce entre les deux tours.

*[Applaudissements et cris du public]*

Vous qui êtes présents ce soir et qui avez donc choisi d'être à l'avant-garde de ce combat, je vous invite à diffuser autour de vous et partout ce message de mobilisation mais aussi de transparence et de droiture. Il y a peu de région plus française dans son âme, dans son histoire, que la nôtre. Cette terre qui a vu tant de sang français couler, qui a tant donné pour le pays pour sa puissance, pour son rayonnement.

*[Applaudissements du public]*

Cette terre qui recèle des trésors inouïs de courage, de dévouement et de force est appelée une nouvelle fois à être en première ligne dans le combat pour la nation !

*[Applaudissements et cris du public]*

Comment ? Comment ne pas se souvenir que, lorsqu'en 2007 le Front National a failli disparaître, ce sont déjà des gens du Nord, à Hénin

Beaumont, qui, seuls contre tous, ont gardé intact entre leurs mains la petite flamme qui vacillait ?

*[Applaudissements du public]*

Ils ont ainsi tenu intact l'espoir de tout un peuple, cet espoir qui nous guide aujourd'hui. Je crois que cette terre féconde et noble, qui est la vôtre, qui est la nôtre, peut être le sursaut national. Celui qui rendra à notre cher pays ces libertés, sa fierté et finalement, sa grandeur. La reconquête commence ici ! Les 6 et 13 décembre je vous invite à porter haut nos couleurs, nos couleurs nationales le bleu, le blanc et le rouge, comme les couleurs de notre belle et grande région ! En avant pour la victoire, vive la République française et vive la France !

*[Applaudissements et cris du public « Marine présidente »]*

*[Marine chante l'hymne national]*

Vive la région Picardie Nord-Pas-De-Calais, vive la France !

---

Lien : <http://www.frontnational.com/videos/meeting-de-marine-le-pen-a-lille-2/>

## 5. Discours de Marine Le Pen à Paris le 10 décembre

### 2015 : retranscription du site officiel du Front

### National

Mesdames, Messieurs, chers compatriotes,

Dimanche, il s'est passé quelque chose ! Le plafond de verre qui s'était fissuré lors des élections européennes et départementales a très largement cédé.

6 millions de voix dans une élection locale ! Le Front National en tête dans six régions et à égalité dans une septième, ce n'était jamais arrivé.

Mes amis je vous demande d'applaudir nos têtes de liste qui ont porté nos couleurs et avec eux tous les militants qui les ont aidés et ont obtenu ce formidable résultat :

Marion, Sophie, Florian, Louis, Nicolas, Gilles, Jacques, Christophe Boudot et Christophe Canioni, Philippe, Pascal, Wallerand ....

*[Applaudissements du public]*

« Le choc » que certains médias ont cru entendre et qui a fait les unes de la presse nationale et mondiale était bien celui d'un monde qui commence à vaciller.

Comme en 1989 avec l'effondrement du monde soviétique, nous avons entendu les craquements d'un mur qui se fissure, d'un mur derrière lequel un système archaïque se croyait protégé du monde et du temps, un mur derrière lequel une Caste dirigeante espérait se survivre de génération en génération durant l'éternité.

Bien sûr les observateurs avisés n'avaient pas manqué de remarquer que le système était vermoulu, que comme les villages Potemkine, il ne tenait que sur l'apparence et le mensonge et qu'il ne survivait non par l'enthousiasme du peuple, non par le bonheur qu'il engendrait mais par une peur entretenue du changement.

Dimanche notre peuple, ce peuple que les élites méprisent profondément et ignorent souverainement, ce peuple dont les gouvernants se revendiquent pour faire perdurer leurs privilèges exorbitants, le peuple de France a ébranlé l'oligarchie, ses certitudes, son indifférence, son arrogance.

*[Applaudissements et cris du public]*

En quelques heures, le PS a été rayé de la carte dans ses bastions historiques du nord ; la droite a été aspirée dans le sud. : *[Cris du public]*

- Le PS est KO
- L'UMP est groggy

*[Applaudissements du public]*

M. Valls que ses fonctions devraient appeler à l'intérêt supérieur de l'État dans cette période de menaces terroristes et de chômage de masse, a, depuis des mois, consacré toute son énergie à de basses manœuvres d'appareil et des petites combines électoralistes.

Lorsqu'au lendemain du premier tour, il arrive à la télévision pour expliquer qu'il faut « savoir rester digne dans la défaite et savoir se retirer », on a pu croire un instant qu'il parlait de lui.

*[Rires du public]*

Pas du tout, il annonçait le sacrifice de ses amis socialistes de province, un sacrifice que ces partisans de la décentralisation ont décidé de Paris. Nous avons assisté au suicide collectif de la secte de Solférino.

*[Rires et applaudissements du public]*

Les équipages PS du nord et du sud ont fait naufrage et nous ont livré une version nouvelle du radeau de la Méduse, vous savez ce fameux tableau de Géricault tiré d'une histoire vraie où des naufragés, pour survivre, se sont livrés au cannibalisme.

*[Rires et applaudissements du public]*

En sacrifiant ses amis, M. Valls, matamore de sous-préfecture et accessoirement Premier ministre, s'est auto-promu au rang de directeur de campagne de l'UMP ce qui lui permet de survivre, au moins pour un temps, à un échec politique qu'aucun chef de gouvernement avant lui n'avait connu.

M. Sarkozy, quant à lui, qui, comme un joueur de bridge promettait un grand chelem, n'a pas fait un pli.

*[Rires et applaudissements du public]*

Il se voit aujourd'hui à la tête d'un parti dont les candidats se gauchisent à vue d'œil et sombrent dans une « bien-pensance » caricaturale que lui continue imperturbablement de dénoncer.

Non sans avoir préalablement reçu une gifle monstrueuse, sommé de se taire par Xavier Bertrand ou de déguerpir par Valérie Pécresse.

*[Applaudissements du public]*

Il n'est plus audible même à grand renfort de jeux de mots besogneux. Rien ne dit que son aventure qui devait voir son triomphe, ne scelle pas sa mise à l'écart définitive.

En clair, mes amis, ce soir du 6 décembre, les deux partis l'UMP comme le PS, partis estampillés « de gouvernement » ont donc connu une défaite historique.

Eux qui se croyaient copropriétaires du savoir, de la morale et surtout du pouvoir, ont vu s'enrayer le balancier des fausses alternances : UMP qui succède au PS, qui lui-même succède à l'UMP, qui succède au PS...

Pour varier la musique et accréditer l'illusion du changement, on se contentait de changer le nom du parti de droite ou de la coalition de gauche. Dimanche, le peuple a entrepris de faire cesser ce jeu de dupe, a baissé le rideau sur ce théâtre d'ombres, a clairement indiqué que cette triste farce était jouée.

Même s'il reste un second tour et que rien n'est acquis, nous savons que le mouvement de basculement est enclenché, que les coups de boutoir commencent à faire céder la porte du dernier donjon du château.

Les électeurs ont également dit leur préférence pour une nouvelle génération pleine d'enthousiasme, de fraîcheur, de valeurs et d'idées.

Par un vote clair de premier tour, ils ont fait le choix  
des convictions,  
de la raison dans la gestion,  
et surtout de la nation.

De ses valeurs,  
La liberté face aux féodalités,  
L'égalité face aux privilèges,  
La fraternité en faveur des oubliés.

Ainsi, au fil des années, nos compatriotes ont élevé le Front National au rang de première force politique française, lui conférant la lourde responsabilité de jouer un rôle politique historique dans les moments cruciaux que le pays traverse, et dans la tourmente qui s'annonce.

Avec humilité et je l'ai dit avec gravité, nous avons reçu cette marque de confiance comme un insigne honneur, comme une responsabilité qui nous oblige et nous force à être chaque jour meilleurs, chaque jour plus mobilisés, chaque jour plus déterminés.

Nous le disons parce que nous le croyons.

Notre pays peut disparaître, être dilué dans le grand magma des événements et effacer sa trace du grand livre de l'histoire.

De ce point de vue, notre génération, c'est-à-dire tous les Français d'aujourd'hui, portent sur leurs épaules une responsabilité décisive.

Notre rôle, à nous patriotes et militants nationaux, est d'éveiller notre peuple à la vérité, à la lucidité, à l'engagement et à l'action.

Il est de conduire les batailles qui mèneront à la grande alternance, une alternance démocratique qui s'appuiera sur le peuple, une alternance profonde mais qui sera apaisée, une alternance durable car fondée sur des valeurs millénaires qui ont fait la France :

le courage,

le dévouement,

le travail,

la recherche du progrès.

Aujourd'hui, il est de bon ton chez nos politiques inconsistants d'invoquer le « vivre ensemble » comme perspective ultime de tout projet collectif.

C'est là la version de ceux qui n'ont rien d'autre à offrir qu'un alignement de destins individuels ou plus exactement « le vivre ensemble » c'est l'autre nom de la coexistence pacifique de communautés différentes dont on espère que leurs antagonismes n'aboutiront pas au conflit.

Le « vivre ensemble » c'est la tarte à la crème des partisans de la société multiculturelle qui veulent cacher qu'une société multiculturelle tourne généralement à la société multi conflictuelle.

*[Applaudissements du public]*

Nous, nous sommes des partisans de la nation, de l'assimilation républicaine qui fait des Français de toutes origines les membres solidaires d'une seule communauté, la communauté nationale.

Mais la République française impose aussi de se plier à la règle commune, à nos coutumes et à nos modes de vie, au respect de nos principes de vie, à l'acceptation de nos valeurs fondatrices.

Or, ce qui apparaît comme une évidence chez tout républicain est aux yeux des professeurs de morale contestable voire scandaleux ou même immoral.

Nous, nous refusons de plier devant le politiquement correct s'il est politiquement débile ou suicidaire.

*[Applaudissements du public]*

Nous considérons ces principes comme intangibles car ils sont les seuls qui garantissent la concorde et la paix civile à la France, un pays millénaire chargé d'histoire qui doit garder en mémoire les causes de ses conflits ou se condamner à les revivre.

Cela, nous ne le voulons pas !

On le voit, chers amis, notre combat dépasse les petites politicailleries dans lesquelles nos adversaires ont l'habitude de réduire le débat politique et dont cet entre-deux-tour fournit une triste mais riche illustration.

Il est vrai que si le système ne sait pas faire grand-chose, il est passé maître dans l'art de se maintenir à n'importe quel prix.

Le système, nous le savons, gère mal mais se défend bien.

Dès avant dimanche, les masques étaient tombés. La classe politique affolée d'abord par les sondages puis par les résultats s'est déchaînée et se montre telle qu'elle est.

Chacun peut s'en rendre compte. Les listes nationales sont soumises à un pilonnage médiatique insensé qui est une véritable campagne d'État contre les opposants.

*[Applaudissements et huement du public]*

Ce pilonnage est orchestré depuis les Palais de la République et servi par les petits lapidateurs du système qui viennent jeter leur petite pierre.

Ils viennent un à un déverser leur bile au nom d'une prétendue morale: ainsi on a vu défiler pêle-mêle,  
un auguste représentant du grand patronat,  
un CGTiste à l'allure de Péponne, *[Rires du public]*  
un millionnaire en kaway expatrié,  
un ancien vendeur de petits pois pas très bien conservés, *[Rires du public]*  
quelques artistes inconnus trop heureux qu'on cite enfin leur nom,  
le directeur d'un journal du nord qui doit s'appeler, si mon souvenir est exact, « la voix de son maître ».

*[Huement du public]*

Ce pilonnage est surtout servi par des politiciens aux idées fausses, au regard fuyant, aux méthodes douteuses qui faute de fond, faute de projet, faute de résultats tangibles empilent les promesses plus insensées les unes que les autres, promesses qu'ils savent pertinemment intenables parce que non finançables.

On a vu M. Estrosi, certes habitué des abus de langage, s'affirmer « résistant » alors même qu'il milite dans un parti approuve et organise la submersion migratoire du pays avec les migrants.

Que nos compatriotes de Provence Alpes Côte d'Azur le sachent. Si demain M. Estrosi est président de région il financera avec votre argent les associations qui installent les migrants dans vos villages.

Ces résistants d'opérette, à qui il ne manque que la cape et les collants, n'ont manifestement pas le sens du ridicule qui, il est vrai, n'a jamais tué personne.

*[Applaudissements et rires du public]*

Le mensonge, la calomnie, les montages dont la crème de la Caste s'est fait une spécialité, sont, on le voit les procédés usuels de ces gens, de ce système.

Avec le PS et l'UMP, nous avons affaire à deux clans d'une même mafia politique qui s'appelle l'UMPS et avec le changement de nom en les Républicains s'appellent aujourd'hui « L'RPS » et, je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais je n'en ai pas envie pour la France.

*[Rires du public]*

Ils se sont réparti les territoires, se partagent les prébendes, alternent à la direction, se combattent sur l'accessoire mais font bloc quand leurs intérêts sont menacés.

Chaque minute qui passe depuis dimanche témoigne de cette dérive antirépublicaine digne de dictatures bananières ou des régimes à l'agonie.

*[Applaudissements du public]*

Depuis dimanche, les vannes sont grandes ouvertes. Nous vivons une sorte de marathon de la diffamation que certaines chaînes d'information continue, relais servile du système, se plaisent à ressasser en boucle.

Les arguments sont tellement ubuesques qu'ils frisent le ridicule.  
Tout y passe !

À les entendre, à 40 % des voix, le Front National divise mais à 25 % des voix l'UMP rassemble et à 18 % le PS sauve la République !

*[Rires du public]*

Certains suggèrent même que le Front national serait un fléau comparable à Daesh ou au réchauffement climatique.

*[Huement du public]*

Attendons-nous à voir Mme Météo nous prédire un tsunami en Alsace si Florian est élu président, ou un ouragan en Provence si Marion gagne la paca.

Je le dis, cette campagne de diffamation d'État ordonnée par le premier ministre et diligentée en sous-main par le vice-chancelier est indigne d'une démocratie moderne, de surcroît en période de soi-disant unité nationale

Mais il est vrai que les attentats ont été vite oubliés, remisés, pour s'attaquer à des choses plus sérieuses : sauver leurs postes !

Sans peur du ridicule, ils sont prêts à toutes les compromissions, à tous les reniements opportunistes, à tous les revirements : avant le premier tour, ils se positionnent à droite toute avec des déclarations plus provocantes les unes que les autres.

On les retrouve au lendemain du premier tour plus à gauche que les socialistes.

*[Rires et applaudissements du public]*

Les socialistes expliquent au premier tour combien la politique de l'UMP est toxique pour la population jusqu'au dimanche 20 heures et n'hésite pas à saborder leurs listes à son profit à 20h30.

Comme le chantait Jacques Dutronc il y a longtemps en raillant cette classe politique, « ils ne savent faire qu'un seul geste c'est retourner leur veste. »

*[Applaudissements du public]*

À la fin de l'histoire, rappelez-vous, « la veste craque de tout côté », si on les regarde bien que c'est ce qui est en train d'arriver.

*[Rires du public]*

On pouvait croire que c'était une caricature, c'est devant nos yeux une réalité, une triste réalité.

On a vu hier le Premier ministre, avec un masque de cire figé par une perpétuelle « indignation », se servir de la tribune que lui offre son poste à des fins de racolage électoral.

Dans une cérémonie censée célébrer la laïcité, il s'est cru autorisé à lancer un appel quasiment direct aux musulmans à voter contre les listes du premier parti de France.

Quelle étrange conception de la laïcité ?

Mais surtout, M. Valls signe là la posture d'un communautariste qui exhorte à un vote communautaire.

Cela est grave.

En faisant cela c'est lui qui bafoue les principes de la République, c'est lui qui porte atteinte à l'unité nationale en assignant à résidence politique ou élective des citoyens français en fonctions de leur religion.

*[Applaudissements et cris du public]*

Nous, nous faisons confiance à nos compatriotes musulmans pour ne pas céder à ces imprécations imbéciles d'un Premier ministre aux abois.

Nous leur disons sans ambiguïté que nous les appelons à nos côtés dans le grand mouvement de redressement national qui se forme.

Ils y ont toute leur place. Beaucoup d'ailleurs le savent et nous ont déjà rejoints.

*[Applaudissements et cris du public]*

Au chapitre manipulation, que dire de ces sondages totalement improbables qui surgissent et qui, avant l'élection c'est-à-dire avant que le peuple ne se prononce, permettent à la presse de titrer que le front national aurait déjà perdu.

Là aussi, chers amis, ne vous laissez pas abuser par ces méthodes de basse propagande.

Je n'ose à peine citer tant l'écœurement me prend, cette tribune publiée dans le « Nouvel Obs plus » où un certain Thierry Lecoquierre présenté comme médecin appelle clairement au viol des femmes qui ont voté Front National.

*[Huement du public]*

Honte aux prétendus humanistes qui tolèrent cela par aveuglement politique, honte aux journaux qui publient de telles infamies, honte à ceux qui constatent cela et ne disent rien ! Honte à eux !

*[Cris et applaudissements du public]*

Face à ce déferlement classique dans les régimes totalitaires, je vous dis, mes chers compatriotes, n'ayez pas peur !

N'ayez pas peur ! Ne vous laissez pas infantiliser, culpabiliser, manipuler !

Ne doutez pas et ne vous démobilisez pas !

Le soleil du renouveau se lève !

Nous en avons vu paraître les premiers rayons ! Dans un avenir qui est maintenant proche, dimanche dans certaines régions et plus tard dans toute la France, le pays en sentira les effets bienfaisants.

Ils ne peuvent rien contre l'instinct de survie d'un peuple, contre sa volonté profonde, contre son aspiration à être lui-même et d'être gouvernés conformément à ses intérêts.

Ils ne peuvent pas contrarier l'âme d'un peuple.

*[Applaudissements et cris du public]*

Comme on n'arrête pas la mer avec les bras, on n'arrête pas les cycles historiques.

Nous, nous avons une idée trop haute de la politique et trop de respect pour nos compatriotes pour admettre ces comportements. Ils ne font, mais vous le savez, que renforcer notre détermination.

Quoi, serait-il si inconvenant qu'en démocratie, le premier parti d'un pays ne puisse être justement représenté dans les assemblées nationales ou locales ?

Serait-ce scandaleux qu'un tiers des Français soient considérés comme des sous-citoyens privés du choix d'une gestion de leurs affaires locales conforme à leur souhait ?

Nous ne le pensons pas ! Nous n'acceptons pas ce terrorisme intellectuel !  
Ils ne nous feront pas céder !

*[Applaudissements du public]*

Nous appelons tous les Français patriotes à être vigilants dans les bureaux de vote dans notre pays où, rappelons-le, le Premier ministre vocifère partout qu'il faut TOUT faire pour empêcher nos listes de gagner une région.

Nous n'abdiquons pas nos droits. Nous les ferons respecter tranquillement sereinement avec la force de ceux qui savent qu'ils se comportent bien.

Nous l'avons toujours dit : nous préférons perdre sur nos idées que d'être élus sur celles des autres.

Nous ne concevons pas la politique comme la conquête de sièges, l'accession à des mandats pour en jouir ; nous concevons la politique comme un engagement noble qui met en jeu des convictions, des affections et des engagements annoncés et respectés.

Il nous apparaît que le respect du peuple appelle un devoir de vérité, vérité dans l'analyse, vérité dans les engagements, vérité dans l'action. Ce devoir de vérité, nous n'y dérogerons pas.

Si nous voulons le pouvoir, ce n'est pas pour nous, ce n'est pas pour en jouir comme ces notables installés du système, ce n'est pas pour le déléguer à d'autres instances comme les rois fainéants qui nous gouvernent, c'est pour le rendre au peuple qui est, dans notre démocratie et à nos yeux, le seul souverain dans notre pays.

*[Applaudissements et cris du public]*

Le peuple français doit pouvoir décider en toute clarté, nous dirions aujourd'hui pour être à la mode « en toute transparence ».

Il nous apparaît important non de confisquer le pouvoir mais de le partager avec lui, de l'associer, de le porter avec nous dans l'action que nous menons.

Nous le ferons à l'échelon des régions que nos compatriotes feront l'honneur de nous confier, nous le ferons demain, je l'espère, à la tête de l'État.

Chacun se rend compte aujourd'hui qu'il n'y a pas de changement de politique et de méthodes sans changement des hommes.

De la même façon, sans volonté, sans vision, sans projet politique construit, il n'y a pas de réformes à espérer et donc de résultats à attendre.

Chacun le comprend, nous ne pouvons plus continuer comme cela. Les pratiques politiques du système, les turpitudes de la caste politique, sont à la fois la marque et la cause du déclin français.

Beaucoup de nos compatriotes se sont réfugiés dans l'abstention par fatalisme devant tant d'inertie, lassés des promesses non tenues, dégoûtés souvent aussi des usages politiques en vigueur.

Ils peuvent aujourd'hui, ils doivent aujourd'hui se dire que le temps du changement tant espéré est venu. Il ne tient qu'à eux de saisir l'occasion. À eux, par leur vote, d'accompagner un vrai changement politique qu'ils ont tant espéré.

Le choix des listes Front National est naturellement le choix d'équipes nouvelles pour conduire les politiques régionales, c'est aussi le soutien à un mouvement politique d'émancipation, de réhabilitation de la politique sans lequel il n'y aura ni projet collectif, ni véritable alternative, ni avenir pour notre pays.

Au fil des élections, nous entrons dans un nouveau cycle de notre histoire politique moderne et ce mouvement est inexorable.

Un ancien monde est en train de disparaître devant nous !

Un nouveau se profile et nous sommes à l'avant-garde de ce changement, que dis-je de ce changement, de ce bouleversement politique de grande ampleur.

D'un point de vue institutionnel, la France a confirmé dimanche à 20 heures l'instauration d'un tripartisme politique.

Il n'a pas fallu longtemps pour que, les retraits des listes PS au profit de l'UMP réduisent ce tripartisme à un bipartisme.

Limité officiellement à deux régions, cet effacement de forces politiques redondantes a vocation à s'étendre lorsque le PS ultralibéral d'un Valls et d'un Macron rejoindra l'UMP gauchisant de Juppé dans une coalition que M. Dray a déjà décrite comme « arc-en-ciel », et à qui j'avais, il y a plusieurs mois, trouvé un nom « le ROM » Rassemblement des Organisations Mondialistes.

*[Rires et applaudissements du public]*

Le suicide politique du PS au profit de l'UMP auquel nous avons assisté ne constitue pas une surprise mais plutôt une clarification publique.

Il ne fait que révéler au grand jour une grande tromperie qui explique les fausses alternances de ces trente dernières années entre des forces apparemment concurrentes mais en réalité parfaitement conniventes.

Cette escroquerie politique s'est faite, dans le dos des Français, à leur détriment et pour le plus grand malheur du pays.

Mais surtout, la situation à laquelle nous assistons met en lumière le nouveau clivage politique autour duquel se structure désormais la vie politique française.

Il sépare les mondialistes et les patriotes, entre ceux qui accompagnent voire organisent la disparition de notre nation millénaire et ceux qui travaillent à son renouveau, entre ceux qui se sont résignés à l'effacement et ceux qui se battent, debout sans faillir pour le rayonnement de notre pays.

*[Applaudissements du public]*

Ce sera le grand clivage, celui des présidentielles. Il est déjà celui des régionales.

C'est pourquoi, j'appelle tous les électeurs qui se sentent patriotes, quel que soit leur vote de premier tour, à dépasser le clivage droite gauche qui n'a plus de sens et à voter dimanche prochain pour les listes Front national.

Notre projet régional ou plutôt nos projets régionaux car nous sommes respectueux des identités de nos régions, procède de cet esprit.

Je l'ai dit et je le répète quitte à décevoir nos adversaires qui voudraient qu'on ressemble à la caricature qu'ils font de nous.

Nous mettrons en œuvre une alternance apaisée, dans les régions qui nous seront confiées, il n'y aura pas de chasse aux sorcières.

Nous entendons travailler d'abord évidemment avec les agents de ces collectivités dont nous connaissons, pour les côtoyer depuis des années dans nos mandats de conseillers régionaux, le professionnalisme et le dévouement au service public.

Parce que nous croyons que nous ne sommes pas propriétaires des charges qui nous sont dévolues, nous entendons travailler avec toutes les collectivités et tous les élus sans distinction.

Le maître mot ne sera pas l'idéologie mais le pragmatisme.

Il ne s'agit pas pour nous de renverser je ne sais quelle table. Ce serait puéril, dérisoire, inutile.

Tranquillement, avec professionnalisme, nous ouvrirons chaque dossier, nous auditerons chaque action régionale, nous mesurerons le bilan coût avantage de chaque politique menée.

Ce n'est qu'à l'issue de ce travail que nous nous déciderons d'arrêter, de réformer de poursuivre ce qui avait été mis en œuvre par nos prédécesseurs.

Nous avons l'immense avantage d'être des gens libres et ceci fait de nous, dans la classe politique, une véritable exception.

Nous devons notre élection ni à des groupes de pression, ni à des groupes d'intérêts, ni à des féodalités politiques ou syndicales, nous ne la devons qu'au peuple.

*[Applaudissements et cris du public]*

C'est pour nos régions l'assurance que les décisions ne seront dictées que par l'intérêt général c'est-à-dire concrètement l'intérêt régional et, c'est logique pour nous nationaux, par l'intérêt national.

Cette liberté de penser et d'agir en fonction du bien commun c'est la garantie pour tous les citoyens d'un traitement individuel d'une parfaite objectivité.

Nous serons la relation de ceux qui n'en n'ont pas. Il n'y aura ni passe-droit, ni faveur, ni communauté à acheter, ni clientèle à servir, ni réseaux à remercier.

Pour autant, parce que nous savons aussi que nous ne sommes pas propriétaires des mandats que les électeurs nous ont confiés, que vous nous avez confiés, nous tiendrons nos promesses et appliquerons le programme sur lequel nous aurons été élus.

Au-delà de nos projets régionaux respectifs, tous très réfléchis, très solides nous entendons gérer sans jamais perdre le fil rouge de nos valeurs : l'intérêt national, l'intérêt régional, la rigueur de gestion, l'éthique.

Ces grands projets régionaux, nous les mettrons en œuvre avec vous parce que nous croyons dans l'intelligence collective et nous les mettrons en œuvre pour vous parce que le clanisme nous fait horreur.

Dans nos villes, Hénin Beaumont avec Steeve, Beaucaire avec Julien, Fréjus avec David, Villers-Cotterêt avec Frank, ... l'alternance s'est passée en douceur, les réformes ont été mises en place et les habitants témoignent par leurs votes aux européennes, aux départementales et maintenant aux régionales de leur satisfaction.

Mes amis, ce que craignent nos adversaires ce n'est pas notre échec à la tête des collectivités c'est notre succès, c'est à vrai dire la preuve que leur dernier argument ne tient pas.

*[Applaudissements du public]*

Leur argument de la peur, le dernier qui s'est effondré dans nos villes et qu'ils ont si peur de perdre avec notre accès à la tête de nos régions.

Alors mes amis, laissons éructer ce vieux système, regardons devant nous.

Je vous appelle à l'espérance, à une espérance active.

Chaque voix va compter dans le combat fondamental que nous menons pour notre pays, pour notre peuple, pour ses libertés, pour son unité.

Ce combat c'est le combat des générations qui nous ont précédés pour que la France soit celle que nous aimons et qui a fait ce que nous sommes.

C'est aussi le combat pour nos enfants parce que de son issue dépend, nous en avons tous conscience ici, la survie des Français en tant que peuple, fort, fier et libre.

Dimanche, aux urnes citoyens !

Vive la République française

Et vive la France !

*[Applaudissements et cris “Marine” du public]*

---

Lien : <http://www.frontnational.com/2015/12/discours-de-marine-le-pen-a-paris-10-decembre-2015/>